

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs p.1



- **Fausse reprise, vraie politique antiouvrière**
- **Macron à la chasse aux sans-papiers**
- **Le protectionnisme, un piège pour les travailleurs**
- **Mai 68 et le courant trotskyste**
- **Élections en Italie**

Au sommaire de ce numéro

La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs	1
Une reprise en trompe-l'œil et une vraie politique antiouvrière	4
Macron à la chasse aux sans-papiers	9
Protectionnisme : une arme des capitalistes dans la concurrence, un piège pour les travailleurs	14
Mai 68, le courant trotskyste et la question du parti révolutionnaire	19
Élections en Italie : un recul social et politique	26

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs

En lançant le 26 février son plan d'attaque baptisé «pacte ferroviaire», le gouvernement a choisi l'affrontement brutal avec les cheminots. Avec l'objectif de diminuer de 30% les coûts de fonctionnement de la SNCF sur leur dos, il souhaite garantir une rentabilité élevée aux capitaux privés appelés à faire main basse sur le transport ferroviaire.

Par le biais de l'hémorragie permanente des effectifs, au rythme de 3000 emplois supprimés chaque année depuis trente ans, et l'intensification du travail, la SNCF a déjà considérablement dégradé les conditions de travail de ses salariés, tout en multipliant les recours à la sous-traitance. Mais le gouvernement souhaite aller plus loin. Derrière la suppression du statut des cheminots, il entend liquider toute garantie d'emploi face aux licenciements collectifs, ainsi que les avancements liés à l'ancienneté, alors que les salaires sont déjà bloqués depuis quatre ans. Enfin, la réglementation du travail est directement visée. En effet, en cas de perte de marché dans le cadre de l'ouverture à la concurrence à partir de 2019, il souhaite imposer le transfert obligatoire des cheminots au secteur privé, qui pourra imposer sa propre réglementation du travail très régressive. Et si, pour des raisons tactiques, le gouvernement a provisoirement mis de côté la suppression du régime spécial de retraite des cheminots, celle-ci est déjà programmée pour 2019.

Il s'agit donc d'une attaque en règle contre les conditions de travail et d'existence

des 146 000 travailleurs de la SNCF. Mais les enjeux de cette bataille concernent l'ensemble du monde du travail. Macron souhaite briser la résistance des cheminots, comme en leur temps Thatcher avait brisé celle des mineurs britanniques en 1984-1985 et Reagan celle des contrôleurs aériens en 1981: en mettant au pas une fraction réputée combative, il s'agit de dissuader l'ensemble de la classe ouvrière de réagir. Alors que la croissance des profits ne repose plus sur l'extension de la sphère productive, mais sur le recul permanent de la part des richesses qui revient aux travailleurs, une défaite des cheminots ouvrirait la voie à de nouvelles attaques contre les travailleurs. Elle encouragerait la bourgeoisie à accélérer la destruction des maigres filets de protection sociale, concédés dans une autre période, mais qu'elle juge aujourd'hui obsolètes, car écorçant son taux de profit.

C'est la raison pour laquelle, dans la riposte qui, espérons-le, s'annonce, l'ensemble des travailleurs doit se placer résolument dans le camp des cheminots. Non seulement par solidarité mais pour l'avenir de leur classe sociale, sur les plans matériel et moral.

Plus que les discours et la tactique des dirigeants syndicaux, c'est la gravité du plan d'attaque qui a convaincu les cheminots de descendre massivement dans la rue jeudi 22 mars, à l'appel des organisations syndicales. De plus, l'orchestration d'une grossière campagne de calomnies dans les médias sur leurs prétendus privilèges a suscité l'indignation générale dans les gares et ateliers. Les salariés ont été ulcérés de servir de boucs émissaires à la dégradation, qui frise parfois l'abandon, du transport ferroviaire: au quotidien, ils sont les premières victimes des coupes dans les effectifs, dans l'entretien des voies et du matériel roulant. Alors que, bien souvent, seul leur dévouement a évité que des incidents ne tournent en catastrophe, voilà qu'ils se trouvent entraînés dans la boue par les serviteurs politiques ou médiatiques de la bourgeoisie!

Il est notable que, contrairement aux mouvements précédents, une partie significative de la maîtrise et même de l'encadrement a participé à la grève. Dans de nombreux endroits, des jeunes cheminots participaient avec enthousiasme à leur première manifestation, à



LDC



LDC

Le hall de la gare Montparnasse à Paris, lors de la grève du 22 mars.

Des cheminots rassemblés.

La grève aux ateliers TGV de Paris Sud-Est.



LDC

leur première assemblée générale. Les travailleurs de la SNCF se sont donc emparés de l'appel des syndicats à participer à la journée du 22 mars pour exprimer leur refus de la réforme.

Jusqu'à présent, l'initiative est entre les mains des directions syndicales, en particulier de la CGT, de loin la plus influente à la SNCF. Mais, alors que l'offensive gouvernementale nécessite une riposte massive et déterminée, l'attitude des directions syndicales ne prépare pas une telle contre-offensive. Tout d'abord dans le discours. Alors qu'en 1995 la CGT et FO réclamaient le retrait du plan Juppé, cette fois-ci la CGT se contente de réclamer la prise en compte des propositions syndicales d'une « autre réforme », contenues dans un rapport « Ensemble pour le fer », remis au Premier ministre. L'UNSA, qui, avec la CFDT, affiche pour l'instant son unité avec la CGT, a par exemple déposé un préavis pour le 22 mars, se contentant de réclamer la sauvegarde

des moyens syndicaux lors de la mise en place des conseils économiques et sociaux (CSE) à la SNCF. Autant dire que ces deux syndicats, qui ont déjà signé les précédentes réformes, s'appêtent à lâcher les cheminots dès qu'elles auront des garanties sur leurs intérêts d'appareil.

En annonçant vouloir légiférer par ordonnances, le gouvernement a montré à quel point son calendrier de trois mois de discussions bilatérales avec les syndicats était bidon. C'est pourtant dans ce marathon de discussions que toutes les organisations syndicales se sont engouffrées, calquant leur calendrier de mobilisations sur celui du gouvernement.

Ainsi, la CGT, l'UNSA et la CFDT ont annoncé une grève « en pointillé », deux jours de grève tous les cinq jours du 3 avril au 28 juin, soit au total 36 jours de grève répartis sur trois mois, au prétexte de construire une mobilisation

« dans la durée », en prétendant qu'il est aujourd'hui impossible d'organiser une grève de plus de quinze jours. Sud-Rail a, de son côté, finalement déposé un préavis de grève reconductible à partir du 3 avril. Les 3 et 4 avril, les cheminots sont donc appelés à la grève par l'ensemble des syndicats. Le même 3 avril, les salariés des centres de déchets sont appelés à une grève reconductible par la CGT. Ceux d'Air France seront aussi en grève ce jour-là.

Quels que soient les calculs de leurs appareils syndicaux, les cheminots doivent s'emparer de ces deux journées et être massivement en grève et mobilisés dans les assemblées et les piquets de grève. C'est en effet le succès de ces premières journées de grève qui donnera confiance aux travailleurs du rail dans leur capacité collective à se mobiliser, à construire et à imposer une riposte à la hauteur de l'attaque.

28 mars 2018



L'arrivée des cheminots de Châtillon place de la Bastille, à Paris, le 22 mars.



Une reprise en trompe-l'œil et une vraie politique antiouvrière

Avec la succession de mesures intitulées réformes qui constituent toutes une attaque contre les travailleurs et leurs conditions d'existence, Macron, le président ni à gauche ni à droite, se situe dans la droite ligne de tous ses prédécesseurs, de droite comme de gauche.

La trame de toutes ces mesures, au-delà de leur diversité, est la détérioration du rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Profitant du poids du chômage, de la déliquescence croissante des organisations ouvrières, de l'affaiblissement de la combativité et de la conscience de la classe ouvrière, la bourgeoisie, aidée de son personnel politique, vise depuis des années à récupérer de quoi continuer à maintenir et à augmenter ses profits.

La crise économique étant mondiale, la pression de la grande bourgeoisie va dans le même sens dans tous les pays du monde, y compris dans les pays dont la grande bourgeoisie impérialiste a pu, dans le passé, lâcher quelques miettes de ses profits à sa classe ouvrière, pour s'assurer une paix sociale relative. La personnalité et l'habileté des dirigeants à faire accepter par leurs classes travailleuses des mesures qui les frappent n'ont qu'une importance anecdotique par rapport aux exigences de la grande bourgeoisie. Derrière les gesticulations politiques, il y a des intérêts de classe, ceux de la classe privilégiée qui tient les commandes.

Depuis un certain temps, en gros quelques mois, les dé-

clarations gouvernementales comme celles des médias ont repris un ton optimiste quant à la situation de l'économie capitaliste mondiale.

Que signifie l'expression « reprise de la croissance » qui revient de plus en plus fréquemment, quand bien même elle est tempérée par les adjectifs « prudente », « fragile », etc. et quand bien même le triomphalisme saluant la reprise est entrecoupé de déclarations alarmistes sur la menace d'un krach financier ?

Qu'y a-t-il derrière cette expression et surtout quelle en serait la signification pour la classe ouvrière ?

L'ART DE MANIPULER L'OPINION

Avant de relater ce qui alimente en ce moment les inquiétudes des dirigeants politiques, un aparté cependant sur la façon dont la presse oriente et manipule l'opinion publique. Oh, pas forcément de façon gros-



sière, mais de façon naturelle et, si on peut dire, congénitale!

Un exemple parmi bien d'autres, et pas le pire, est donné par *Le Parisien* (16 février), quotidien qui s'adresse à un lectorat plutôt populaire. La une est consacrée à la situation économique. Le gros titre est «*Et si le plein-emploi était possible?*» En sous-titre: «*Économie: pour la première fois depuis 2009, le taux de chômage en France passe sous les 9%. Une tendance durable?*», se demande le journal, avec une double page pour y répondre.

La manipulation commence par la forme. On n'affirme pas, on pose la question. Le sous-titre, lui, affirme que, pour la première fois depuis 2009, le taux de chômage passe sous les 9%.

Il faut relever la date de référence! C'est l'année où la crise financière de 2007-2008 a plongé l'économie au plus bas. La comparaison n'est même pas faite avec 2006-2007, et encore moins avec les années d'avant la longue période de dépression que nous vivons depuis le début des années 1970. En 1967, Georges Pompidou avait déclaré: «*Si un jour on atteint les 500 000 chômeurs en France, ce sera la révolution.*»

Voilà pour la forme.

Pour ce qui est du fond de l'affaire, le journal n'hésite pas à affirmer: «*La reprise économique se traduit enfin de manière visible sur le marché du travail.*» Mais il ne souffle mot du fait que, derrière à peu près le même niveau de l'emploi entre le début de 2007 et aujourd'hui, il y a le remplacement croissant des emplois plus ou moins stables par des emplois précaires.

Sur cette question, le journal économique *Les Échos*, destiné surtout à la bourgeoisie et ses cadres, est plus objectif, sinon plus clair. Tout en constatant la baisse globale du taux de chômage, il complète avec un autre

constat: le chômage des jeunes demeure nettement plus élevé que le taux moyen du chômage. Il explique: «*Autre constante de la structure de l'emploi dans la zone euro, le chômage des jeunes reste accroché aux sommets. Chez les moins de 25 ans, il est ainsi deux fois plus élevé, à 17,9%, que celui de l'ensemble des chômeurs (8,7%). Ce taux (...) reste supérieur à celui de février 2008 (15,1%), avant la chute de Lehman Brothers.*»

Et l'article ajoute: *Le chômage des jeunes est, plus que celui des aînés, sensible à la conjoncture, car ils sont le plus souvent embauchés via des contrats de travail plus flexibles et plus courts.*

Cela signifie en clair que le chômage des jeunes est plus significatif que le taux moyen du chômage, car il s'agit de ceux qui, du fait du caractère précaire de leur emploi, sont plus «*sensibles à la conjoncture.*»

Les Échos des 2 et 3 mars donne quelques indications qui illustrent le fait que, derrière les grands titres plus ou moins triomphalistes et la croissance des profits financiers, pour les classes populaires en tout cas la réalité est bien plus grave.

L'image de cette réalité, il faut cependant, là encore, la chercher entre les lignes ou dans les pages intérieures, car le grand titre en une affirme:

«*La France enrayer enfin son déclin industriel.*» Le sous-titre ajoute: «*Le nombre d'ouvertures d'usine dépasse les fermetures, une première depuis 2008.*» Mais le second sous-titre modère l'affirmation du premier: «*Les investissements dans les nouveaux sites restent modestes et créent peu d'emplois.*»

Et de commenter: «*La France a ouvert plus d'usines (125) qu'elle n'en a fermé (100) en 2017.*» Mais «*l'Hexagone compte encore 580 usines de moins qu'en 2008, malgré l'amélioration constatée l'an passé.*»

Et, à la fin de l'article, on entrevoit la raison de ne pas partager l'optimisme béat du grand titre: «*Les investissements moyens demeurent faibles: (...) deux ou trois fois moins qu'au cours des années précédentes pourtant marquées par la crise. (...) Depuis le début de l'amélioration amorcée en 2014, les usines qui fermaient ont systématiquement détruit plus de postes que celles qui ouvraient n'en créaient.*»

Les profits financiers sont en croissance, mais pas les investissements productifs

En d'autres termes, malgré les profits extravagants de la finance, les investissements productifs n'ont pas vraiment repris, et les créations d'emplois encore moins.

Les Echos
 LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // VENDREDI 2, SAMEDI 3 MARS 2018 // LESECHOS.FR

La France enrayer enfin son déclin industriel

- Le nombre d'ouvertures d'usine dépasse les fermetures, une première depuis 2008.
- Les investissements dans les nouveaux sites restent modestes et créent peu d'emplois.

C est une première depuis le début de la crise, il y a près de dix ans. La France a ouvert plus d'usines (125) qu'elle n'en a fermé (100) en 2017, selon l'observatoire du cabinet Trendeo. Le solde positif reste encore modeste, mais il confirme une amélioration continue depuis quatre ans. Le paysage industriel français ressort profondément transformé, neuf ans après le début de la crise. L'Hexagone compte encore 580 usines de moins qu'en 2008, malgré l'amélioration constatée l'an passé. Trois indicateurs montrent qu'on est encore loin d'un vrai mouvement de réindustrialisation. L'essentiel de l'amélioration découle d'un recul des fermetures d'usines, plus que d'une hausse des créations. Les investissements moyens demeurent faibles: moins de 3 millions d'euros par site. Enfin les nouvelles usines ne créent pas beaucoup d'emplois: moins de 50 en moyenne pour chacun l'an dernier. // **PAGE 16, L'EDITORIAL DE JEAN-MARC VITTORI PAGE 9 ET LA CHRONIQUE D'ÉRIC LE BOUCHER PAGE 10**

La réalité est que, même à nombre d'emplois égal, il y a la liquidation progressive de toutes les pratiques, de tous les statuts qui dans le passé assuraient aux travailleurs un semblant de sécurité de l'emploi.

La tentative actuelle du gouvernement de liquider le statut des travailleurs de la SNCF, après l'avoir déjà fait à La Poste ou à feu France Télécom, est la dernière en date des illustrations d'un mouvement qui dure déjà depuis plusieurs années.

La généralisation des situations hors statut (contractuels, vacataires, intérimaires, stagiaires, CDD) ne date pas d'aujourd'hui, même du côté de l'État.

À la SNCF elle-même, si les travailleurs sous statut sont encore majoritaires – ils sont près de 90% des 148 919 agents, contre un peu plus de 10% de CDI ou CDD –, la proportion des hors-statut s'est accélérée au fil des ans et leur part dans les recrutements a atteint 29% en 2016.

Quant à la SNCF Réseau, chargée de l'entretien et du renouvellement des voies, c'est par la sous-traitance qu'elle contourne le statut des cheminots. D'après *L'Usine nouvelle*, « la part de la sous-traitance dans les travaux de rénovation frôle les 50% aujourd'hui ».

Dans le secteur privé, où cela se fait plus discrètement, le mouvement est bien plus ancien et a été imposé aux travailleurs tout simplement par la pression du chômage. Les grandes entreprises privées préfèrent en passer par les agences d'intérim pour s'assurer une main-d'œuvre précaire, fluctuant au gré des commandes et des besoins patronaux.

Alors, même si une reprise s'amorçait, cette fois pas dans le domaine financier mais dans la production, la bourgeoisie n'aurait aucune raison de revenir en arrière sur l'avantage

qu'elle a acquis dans le rapport de force contre les travailleurs en profitant de la crise.

Par ailleurs, du côté des gouvernements, les politiques d'austérité, c'est-à-dire d'attaques contre ce qui reste des services publics, contre la protection sociale, la retraite, l'assurance chômage, non seulement ne s'arrêteront pas mais risquent de s'aggraver.

ALERTES SUCCESSIVES DE LA BOURSE

En pleine période de glorification de la reprise, voici cependant qu'au début du mois de février les Bourses, notamment la Bourse américaine, ont subi un brusque soubresaut, avec un plongeon de plus de 1 000 points de l'indice Dow Jones. Ce que *Les Échos* du 7 février commentait en affirmant que c'est « la plus forte chute en valeur de son histoire et la plus forte chute en proportion (-4,6%) depuis six ans et demi, au moment où les États-Unis perdaient leur sacro-saint AAA et où la zone euro s'enfonçait dans la crise ».

Pourquoi donc ce soubresaut? Comment interpréter l'avertissement lancé aux gouvernants par les marchés financiers, c'est-à-dire par la grande bourgeoisie, celle qui a les moyens de peser sur les cours de la Bourse?

Voici quelques titres de la

Le Monde

La fin de l'argent facile inquiète les marchés financiers

- ▶ Après la violente chute de Wall Street lundi, la fébrilité reste de mise sur les marchés. Les indices européens ont encore ouvert en baisse jeudi
- ▶ Ces secousses révèlent la fin de la politique ultra-accommodante des banques centrales. Un tournant majeur pour les marchés financiers
- ▶ La remontée des taux est logique, vu la bonne santé de l'économie. Mais les marchés, habitués à dix ans d'argent facile, craignent qu'elle ne soit trop rapide
- ▶ Le risque sur l'économie semble modéré, à moins que cette hausse ne s'emballé dans le sillage d'une bouffée inflationniste

presse illustrant l'inquiétude actuelle de la bourgeoisie. *Le Monde* du 9 février: « La fin de l'argent facile inquiète les marchés financiers. Elle agite la planète finance. »

Ou encore *Les Échos* du 6 février: « Le retour de l'inflation, un nouveau voyage vers l'inconnu. »

Et *Les Échos* des 2 et 3 février 2018: « Dette: les marchés font monter la pression. La pente est encore douce. Mais la route est droite. Et elle peut faire très mal dans les années qui viennent. Doucement, mais sûrement, les taux d'intérêt sont en train de remonter partout dans le monde. Le mouvement est parti des États-Unis, il est en train de gagner l'Europe. »

De quoi s'agit-il? Comme si souvent depuis le début de la longue dépression actuelle de l'économie capitaliste, le remède trouvé pour conjurer une des manifestations de la crise se transforme en cause de la crise suivante. La crise financière

Les Echos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // MARDI 6 FÉVRIER 2018 // LESECHOS.FR

Alerte sur les marchés boursiers mondiaux

- A Wall Street, le Dow Jones a chuté de près de 5%.
- La Bourse de Paris, en baisse de 1,48%, a effacé les gains enregistrés depuis le début de l'année.
- La remontée des taux inquiète les marchés.

Falcon le nou de pok d'Elon

ECO&ENTREI

de 2008 a été surmontée par l'injection dans l'économie de crédits très bon marché, voire gratuits. Les banques centrales des grandes puissances impérialistes, après avoir en 2008-2009 inondé de liquidités les marchés financiers, ont continué à distribuer au système bancaire des crédits toujours très bon marché en quantité quasi illimitée. Ce n'est pas le lieu ici d'énumérer les techniques sorties de l'imagination fertile des financiers et des grands commis de l'État. Des titres représentant les dettes des États ont remplacé depuis longtemps les planches à billets. Mais, quels que soient les papiers représentant des dettes, les uns rapportant gros, mais risqués, les autres, des placements de « bon père de famille », ils contribuent tous à gonfler le volume des crédits accordés, et donc des dettes. Ce volume de dettes qui alimentent les multiples circuits de la spéculation a un rapport lointain avec la production et les biens matériels.

Pour reprendre une expression de la revue *Alternatives économiques* : « Avec environ 170 000 milliards de dette mondiale début 2018, le capitalisme contemporain vit à crédit. Cela représente environ 240 % du PIB de la planète. »

Les Échos avance le même chiffre de 240 % pour le montant de l'endettement par rapport à la production, mais en rappelant de plus que, avant la crise financière de 2008, le montant des dettes, déjà élevé, n'était que de 205 % du PIB mondial. L'augmentation est continue depuis dix ans.

Les crédits bon marché, loin de pousser le capital vers l'investissement productif, le poussent encore plus vers la spéculation. Avec un taux d'intérêt bas, on emprunte de moins en moins en vue de produire et de plus en plus en vue de spéculer. C'est l'endettement lui-même qui nourrit l'endet-

tement. Malgré le soubresaut de février, la Bourse se porte à merveille : l'année 2017 a été une année record. Ce qui signifie que le prix des titres qui se négocient en Bourse, actions, obligations, titres représentant des dettes d'État, ont atteint des sommets sans précédent. Mais cette hausse, et surtout celle des dividendes que cela a rapportés à la grande bourgeoisie, repose en grande partie sur le fait que l'argent distribué en veux-tu en voilà a été utilisé à acheter des titres boursiers, et pas du tout à développer la production.

Pour freiner ce mouvement, c'est-à-dire freiner la tendance à utiliser le crédit bon marché à des opérations spéculatives, les banques centrales s'apprentent à augmenter les taux d'intérêt. Le feront-elles ? Reculeront-elles au dernier moment, comme l'a fait la banque centrale américaine il y a deux ans, de peur des conséquences pour les financiers ? Si elles se décident à cette augmentation, cela aura comme résultat de rendre plus cher le crédit pour tout le monde. Une hausse des taux d'intérêt affecterait l'économie productive.

C'est cette intention de la banque centrale américaine, ô combien prudemment formulée, qui s'est traduite par la secousse financière du début de février. La secousse a été rapidement surmontée, mais la réaction de la Bourse est un avertissement. Voilà comment cela a été compris par les milieux dirigeants américains, selon un article du *Monde* des 11 et 12 février : « Donald Trump s'agace. Lui qui vantait la Bourse comme étalon de son action positive sermonne les marchés financiers sur Twitter, tel le roi perse Xerxès (- 480 avant J-C) qui fit fouetter la mer pour avoir détruit un pont, l'empêchant d'envahir la Grèce. » En effet le président américain proteste : « Au bon vieux temps, lorsqu'il y avait des bonnes nouvelles, la Bourse

montait. Aujourd'hui, quand il y a une bonne nouvelle, le marché baisse. Grave erreur, alors que nous avons tant de bonnes nouvelles sur l'économie. »

Ceux qui investissent dans la production, les grandes entreprises capitalistes, les sociétés financières, sont les mêmes que ceux qui spéculent. Eh oui, n'en déplaise à Trump, tout ce beau monde, le sien, veut le beurre et l'argent du beurre.

Un mois et demi après l'avertissement des marchés financiers à la banque centrale américaine et à celle de l'Union européenne, voilà qu'à la crainte de la remontée des taux d'intérêt s'ajoutent d'autres facteurs pour justifier ce titre des *Échos* du 26 mars 2018 : « Les marchés financiers en proie aux turbulences. »

Et à l'affirmation « Pourquoi les marchés sont devenus si fébriles », l'éditorial du même numéro des *Échos* répond en constatant : « Un sentiment de malaise se diffuse au sein de la communauté financière, qui sent bien qu'elle est en train d'entrer dans une ère beaucoup plus instable. D'autant plus instable que plusieurs cycles menacent de se retourner simultanément. Le premier est celui de l'argent facile. Pendant des années, les taux d'intérêt n'ont regardé que dans une direction : vers le bas. Les banques centrales ont passé leur temps à diminuer le loyer de l'argent et les agents économiques, États, entreprises, ménages, à s'endetter toujours à moindre coût. Un nouveau chapitre est en train de s'ouvrir. » Et il met les points sur les i : « Les investisseurs ont vécu très longtemps dans la certitude que les banques centrales viendraient à leur rescousse en cas de pépin, en noyant les premiers signes d'incendie sous des océans de liquidités. Ce temps-là est révolu. » S'ajoutent à leur inquiétude les incertitudes des rapports internationaux, l'imprévisibilité de Trump et la politique

protectionniste vers laquelle il semble se tourner.

Tout en laissant ses hommes politiques et ses journalistes fantasmer sur la reprise, la grande bourgeoisie, ces fameux investisseurs, n'a pas confiance en sa propre économie.

LA POURSUITE DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

Une autre conséquence du renchérissement annoncé et craint du crédit concerne les États et leur budget. Actuellement, les États des pays impérialistes et quelques autres comblent le déficit de leur budget en empruntant sur les marchés financiers. Ils peuvent le faire, car les financiers, toujours à la recherche de placements rentables, ont une nette préférence pour les prêts aux États impérialistes. Ils offrent en effet une meilleure sécurité. Et, tant que les intérêts à payer sur leur dette restent bas, toutes les parties prenantes sont contentes.

Mais, en cas d'augmentation

du taux d'intérêt des banques centrales, les États auront plus de mal à emprunter de nouveau pour financer le remboursement d'anciennes dettes et, en tout cas, ils auront à le payer plus cher. Une première conséquence est que l'écart se creusera de plus en plus entre les différents États, en raison de leurs capacités respectives différentes à emprunter pour se financer.

On se souvient de l'écart considérable entre le taux auquel la Grèce, par exemple, a pu emprunter il y a quelques années et celui accordé aux grands États impérialistes d'Europe.

L'écart commence à se creuser depuis quelque temps entre l'Allemagne et la France. Et le coût du crédit pèsera bien plus sur la compétitivité des entreprises, et sur celle des pays, que le montant des salaires de leurs ouvriers.

La deuxième conséquence, bien plus grave pour les classes populaires, est que c'est sur elles que chaque État cherchera à récupérer la différence. En d'autres termes, sur la ré-

duction des effectifs, y compris dans les services publics les plus indispensables aux classes laborieuses, sur les salaires de ceux qui restent et sur les retraites, sur les allocations chômage... Les multiples variantes de la politique d'austérité sont destinées à se poursuivre et, sans doute, à s'aggraver.

Reprise ou pas, on doit se préparer à de nouvelles attaques contre les classes populaires, et contre la classe ouvrière en particulier.

La manie des réformes de Macron n'est pas un trait de caractère du bonhomme. Ce n'est pas non plus son habileté politique qui lui fait passer ces mesures en début de quinquennat. C'est non seulement une nécessité objective du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, mais une réponse aux desiderata contradictoires de celle-ci.

Il n'y a aucune raison que cela s'arrête, sauf changement du rapport de force, imposé au grand capital par une remontée puissante des luttes collectives de la classe ouvrière.

28 mars 2018

Bienheureuse insouciance du capitaliste

Crise, chômage, adoptez la cool-attitude





Macron à la chasse aux sans-papiers

Depuis qu'il a été élu président, en mai 2017, Emmanuel Macron assure qu'il use d'humanité en matière de politique migratoire et en même temps, selon une formule habituelle chez lui, de fermeté. Il est pourtant bien difficile de déceler l'humanité dans l'attitude de l'État vis-à-vis des pauvres et des victimes des conflits qui viennent jusqu'en France dans l'espoir d'une vie meilleure. En revanche, les exemples de fermeté et de dureté envers eux ne manquent pas.

UN HARCÈLEMENT CONTINU

La politique répressive de destruction des camps de migrants est une constante depuis des années. Macron et Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur, la poursuivent: ainsi en août dernier c'était la 35^e fois en deux ans que les migrants campant dans le quartier Jaurès-Stalingrad à Paris étaient délogés, 2 500 d'un coup cette fois-là. À Metz, en novembre, un millier de personnes, dont 300 enfants, ont dû déguerpir du camp de Blida lors d'une opération policière.

À Calais, ceux qui espèrent passer en Grande-Bretagne sont systématiquement harcelés. Ce n'est certainement pas par humanité que certains policiers, spécialisés dans la chasse aux migrants, aspergent de gaz lacrymogène les quelques affaires dont disposent ceux qui dorment dehors, rendant inutilisables les tentes et duvets fournis par les associations. En visite à Calais le 16 janvier 2018, Macron a nié ces faits et a exprimé sa confiance sans faille aux policiers, leur promettant même une prime ex-

ceptionnelle de résultat. Mais il a qualifié les associations d'aide aux migrants d'irresponsables parce qu'elles ne collaborent pas avec l'État pour les éloigner de Calais. Les migrants ont tellement peu confiance dans les services d'un État qui les pourchasse qu'il arrive qu'ils refusent de se rendre au lieu de distribution de nourriture, par crainte que pendant ce temps-là leur campement de fortune soit détruit.

En décembre la circulaire Collomb a marqué la volonté gouvernementale de forcer les associations qui gèrent des centres d'hébergement à collaborer avec les préfetures, pour y recenser les personnes qui seraient sans papiers.

Parmi les mille et une misères faites aux migrants, on peut attirer l'attention sur le sort des mineurs, que les pouvoirs publics ont en théorie le devoir de protéger. Or l'État s'est défaussé sur les départements de cette responsabilité, alors que le nombre des mineurs non accompagnés augmente sans que les budgets des départements suivent. En conséquence, bon nombre de ces jeunes ne sont pas reconnus comme des mineurs et sont rejetés vers la

rue où ils dépendent de l'aide des associations.

LE PRÉTEXTE DU TERRORISME

Le 1^{er} octobre 2017, un homme de nationalité tunisienne a poignardé mortellement deux femmes sur le parvis de la gare Saint-Charles à Marseille. Il était sans papiers et avait été relâché la veille par la police lyonnaise à la suite d'un dysfonctionnement des services de la préfecture du Rhône chargés des expulsions. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, Collomb a saisi l'occasion pour limoger démonstrativement le préfet du Rhône et exiger de tous les autres qu'ils multiplient les rafles et placent les étrangers sans papiers en centre de rétention, souvent au mépris du droit. L'effet a été immédiat: entre le 2 octobre et le 8 novembre, deux fois plus de personnes y ont été placées que lors de la même période un an auparavant.

Déjà en 2016, les juges avaient reconnu que 30% des étrangers en centre de rétention avaient été victimes de pratiques administratives ou policières illé-



ALBERTO CAMPI

La « cordée solidaire » qui dénonce la chasse aux migrants dans les Hautes-Alpes.

gales et avaient dû être libérés. Entre le 2 octobre et le 8 novembre 2017, cette proportion s'est aggravée à 41 %. Et encore, bien des étrangers ainsi retenus ne connaissent pas leurs droits et ne peuvent donc même pas contester sur le plan légal leur placement en rétention.

TOUR DE VIS LÉGISLATIF EN VUE

Un projet de loi sur le droit d'asile et l'immigration a été adopté par le Conseil des ministres le 21 février 2018. S'il est adopté tel quel par le Parlement, la durée de rétention d'un étranger sans papiers pourrait passer de 45 à 90, voire 135 jours. Pour les déboutés du droit d'asile, le délai de recours auprès de la Cour nationale du droit d'asile serait réduit, menace qui a entraîné une grève de plusieurs semaines d'agents de cette cour. Un nouveau délit serait créé, menant à des condamnations à un an de prison, pour franchissement de frontière non autorisé.

De plus, dans ce projet de loi, le gouvernement s'attaque aux migrants en tant que travailleurs, menaçant de cinq ans de prison et de 75 000 euros d'amende ceux qui travailleraient sous l'identité d'un autre, alors que c'est leur mise à l'index pour défaut de papiers adéquats qui force ces salariés à s'arranger avec ceux qui en ont pour pouvoir travailler et vivre, tout simplement.

DES RÉSISTANCES À CETTE POLITIQUE INHUMAINE

Les dirigeants politiques qui prennent ces décisions les justifient par la prétendue attente de l'électorat d'un durcissement de la répression antimigrants. Il est vrai que la bêtise raciste existe en France. Elle est d'ailleurs encouragée par ces clans

de politiciens qui bâtissent leur carrière en mettant les tares de la société capitaliste sur le dos des immigrés en général, bien au-delà de ceux qui n'ont pas de papiers. Toutefois, une grande partie de la population est révoltée quand elle voit cet État, sa police, sa justice, s'en prendre aux plus faibles. Il n'est pas rare que des élèves, ou leurs familles, menacés d'expulsion par l'État, soient défendus par leurs camarades de classe et leurs professeurs.

Depuis longtemps, des habitants de la région de Calais emploient leur temps et leur énergie à essayer de protéger les migrants de la misère et de la police. Depuis peu, c'est dans la région de Caen qu'une mobilisation s'organise autour de ceux qui veulent passer en Grande-Bretagne par le port normand de Ouistreham. Ces derniers mois, c'est la mobilisation d'habitants des Alpes-Maritimes, notamment autour de la vallée de la Roya, qui a fait la une de l'actualité. L'État essaye de se venger en transformant en délinquants des gens au comportement profondément humain face à la détresse de migrants traversant les Alpes, les traînant devant les tribunaux. Un peu plus au nord, dans les Hautes-Alpes, on assiste à une mobilisation sous forme de « cordée solidaire », pour dénoncer la chasse aux migrants qui les force à prendre le risque mortel de passer en plein hiver par les cols alpins.

DERRIÈRE L'OBSESSION DE L'IMMIGRATION, DES POLITIQUES ANTILOUVRIÈRES

En région parisienne, des travailleurs sans papiers ont pris eux-mêmes l'offensive en février, par une grève, pour en finir avec les discriminations qui les touchent. Une grève similaire avait déjà eu lieu il y a neuf ans. Le mouvement récent

était destiné à faire pression sur leurs patrons afin qu'ils leur délivrent les attestations d'emploi nécessaires pour déposer des dossiers de régularisation, sur les préfectures pour qu'elles leur accordent les papiers indispensables à la vie quotidienne, et sur le gouvernement pour éviter d'être criminalisés par la nouvelle loi en élaboration. Le 25 mars, au bout de six semaines de grève, ils ont obtenu des autorités l'engagement d'une issue favorable pour leur régularisation. Ce type de mouvement montre, à ceux qui en douteraient, que la grande majorité des immigrés, avec ou sans papiers, et des familles issues de l'immigration, font partie du monde du travail et sont capables de se battre avec les armes de classe du prolétariat.

Faire des immigrés des boucs émissaires, alors qu'ils sont dans leur très grande majorité des travailleurs, est l'expression de courants politiques foncièrement antiouvriers, même quand ce caractère de classe bourgeois est plus ou moins habilement maquillé par un langage s'adressant aux ouvriers, que ce soit celui de l'extrême droite ou de la gauche. Ainsi le député France insoumise de La Réunion Jean-Hugues Ratenon, venu à Mayotte soutenir un candidat de son parti concourant à une élection législative partielle en mars 2018, a déclaré : « *L'insécurité est grandissante, notamment en raison d'une immigration massive et incontrôlée de Comoriens. Les forces de l'ordre sont impuissantes par manque d'effectifs et de matériel.* »

Rappelons que toutes les îles des Comores ont été colonisées pendant 132 ans par la France, puissance impérialiste qui a imposé en 1974 que les résultats d'un référendum sur l'indépendance vailent, non pas pour tout l'archipel, mais déterminent le statut île par île,

et a détaché ainsi Mayotte des Comores. La France voulait garder un territoire, si petit soit-il, dans le canal du Mozambique, pour des raisons stratégiques, mais aussi pour bénéficier de sa zone économique exclusive maritime. C'est ainsi que Mayotte peut encore agiter le drapeau tricolore et ses habitants avoir une carte nationale d'identité. Mais l'État français n'a pas sorti l'île de son sous-développement. Il n'y fait vivre que quelques services publics complètement sous-dimensionnés, qui n'apparaissent attractifs aux habitants des autres îles des Comores que parce qu'ils vivent dans une misère encore plus profonde, ce dont la France est d'autant plus responsable qu'elle a continué à y intervenir pendant deux décennies après l'indépendance, par l'intermédiaire des mercenaires de Bob Denard.

C'est dire que les habitants de cet archipel ne sont pas près de cesser de se déplacer entre ses îles, bien que l'absurdité de la domination française vaille aujourd'hui aux Comoriens, qui vivent tout au plus à 200 kilomètres de Mayotte, d'y être qualifiés d'étrangers, contrairement aux Français à 8000 kilomètres de là.

LA DÉMAGOGIE ANTI-IMMIGRÉS, COMMUNE À TOUS LES PARTIS DE GOUVERNEMENT

Notons aussi la sortie remarquable de Jean-Luc Mélenchon contre les travailleurs détachés en juillet dernier au Parlement européen: *«Je crois que l'Europe qui a été construite, c'est une Europe de la violence sociale, comme nous le voyons dans chaque pays chaque fois qu'arrive un travailleur détaché, qui vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place.»*

Attiser la division de la classe

ouvrière selon la couleur de peau ou la carte d'identité ne peut que profiter aux exploités. Nicolas Sarkozy avait construit son ascension vers le pouvoir en se bâtissant l'image d'un homme politique impitoyable envers les immigrés. Cela l'avait mené au ministère de l'Intérieur de 2002 à 2007 (avec une interruption en 2004-2005) puis à la présidence de la République. Il faut se rappeler qu'en 2002 l'homme de droite Chirac avait gagné l'élection présidentielle en prétendant être un rempart contre le Front national et les idées racistes que véhiculent les Le Pen. La gauche avait largement aidé à cette mystification et donc à l'arrivée au cœur du pouvoir du démagogue anti-immigré Sarkozy.

En 2012, c'est le dirigeant du Parti socialiste François Hollande qui avait pu gagner l'élection présidentielle contre Sarkozy. Le dégoût de sa politique dure envers les immigrés avait joué son rôle dans la victoire électorale de la gauche, amenant Manuel Valls au ministère de l'Intérieur, avec une posture anti-immigrés et des ambitions présidentielles directement imitées de celles de Sarkozy. De son côté Hollande, avait tenté ensuite de changer la Constitution en vue de rendre possible la déchéance de nationalité après les attentats de novembre 2015, faisant ainsi peser sur les épaules des travailleurs immigrés le soupçon du terrorisme.

Actuellement c'est un autre politicien issu du Parti socialiste, Gérard Collomb, qui a repris ce rôle de ministre de l'Intérieur exigeant de ses services qu'ils pourchassent les sans-papiers avec zèle. À peine élu, Macron lui-même s'est essayé en juin dernier en public à une blague à connotation raciste, que ne renierait pas Le Pen, en déclarant: *«Le kwas-sa-kwassa [embarcation traditionnelle des Comores] pêche*

peu, il amène du Comorien.» Les électeurs qui ont cru faire barrage à Marine Le Pen et à ses idées en votant pour Macron à l'élection présidentielle de 2017 ont de quoi être écœurés d'être à nouveau tombés dans ce piège. Car, si Le Pen n'est pas au pouvoir, sa démagogie anti-immigration y est bien présente depuis longtemps.

L'actuel gouvernement montre du doigt ceux qui fuient la misère de leur région d'origine, en parlant dédaigneusement d'une immigration économique qu'il conviendrait de combattre, alors que leur misère est causée par la domination séculaire des capitalistes occidentaux. C'est une double hypocrisie. D'abord, le gouvernement prétend aider ceux qui fuient des situations de guerre, bien qu'il dresse des barrières sur leur chemin, provoquant des morts en mer ou en montagne. Ensuite, ce discours contre l'immigration économique disparaît curieusement sous le tapis rouge déroulé pour attirer à Paris les traders de la City londonienne qui seraient amenés à la quitter pour cause de Brexit. Car, évidemment, ce qui gêne les gouvernements ce n'est pas les immigrés en général, mais les pauvres et les travailleurs.

LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SONT UNE PARTIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

D'un simple point de vue humain, nous dénonçons les entraves à la libre circulation des travailleurs, qui sont d'autant plus ignobles que les mouvements migratoires sont aussi anciens que l'humanité elle-même et ont accompagné chaque étape de son développement économique. Les frontières ne les empêchent pas, elles ne servent aux États qu'à essayer de garder le contrôle sur les populations.

Nous combattons ce qui nuit à l'unité de la classe ouvrière, unité qui fait sa force face aux armes que la bourgeoisie utilise dans son incessante lutte de classe. La bourgeoisie a toujours essayé de diviser le prolétariat. Le salaire diffère souvent selon le sexe et l'âge des travailleurs, ou leur métier. Les États qui défendent sa domination ne reconnaissent pas les mêmes droits aux travailleurs qualifiés d'étrangers.

Ainsi, le droit de vote n'est en général pas accordé aux immigrés. Ce n'est pas que ceux des travailleurs qui peuvent voter décident vraiment de leur sort et de celui de la société – le pouvoir des capitalistes ne dépend pas des élections – mais ce type de discrimination légale brouille la conscience des travailleurs d'appartenir à une même classe et d'avoir les mêmes intérêts. De plus, créer des statuts différents accroît les possibilités qu'ont les patrons de mettre en concurrence les ouvriers entre eux.

La bourgeoisie et ses États divisent artificiellement le monde ouvrier entre citoyens

nationaux et immigrés, accreditant les imbécillités racistes. C'est pourtant l'économie capitaliste qui n'a pu s'épanouir qu'en libérant la main-d'œuvre de ses attaches territoriales et en multipliant les vagues d'immigration au gré des aléas de la production. Elle a créé un prolétariat mondial.

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous», proclamaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Cette idée a pu pénétrer une large frange ouvrière parce qu'elle correspondait aux processus concrets qui ont fait émerger la classe ouvrière sur toute la planète. Elle a aussi pris corps grâce aux convictions de millions de militants socialistes et communistes sous toutes les latitudes, avant la perversion bourgeoise des partis sociaux-démocrates et stalinien remettant le nationalisme à l'honneur.

Notre solidarité avec les immigrés en butte aux discriminations n'est pas seulement une solidarité humaine avec ces opprimés. Les travailleurs conscients doivent considérer

les migrants actuels, qui seront pour la plupart les prolétaires de demain comme les immigrés des générations précédentes le sont devenus, comme leurs frères de classe, quel que soit le statut par lequel les autorités les désignent.

La libre circulation des travailleurs – sans tenir compte des frontières entre États car elles sont largement dépassées depuis longtemps par le développement des moyens de production, de transport et de communication – est l'avenir de l'humanité

Notre perspective est un monde sans frontières, débarrassé des contradictions et situations inhumaines qu'elles engendrent. Elle peut apparaître utopique à ceux qui n'imaginent pas que le prolétariat puisse prendre le pouvoir, débarrasser l'économie de la domination de la bourgeoisie et la gérer en commun à l'échelle mondiale. Mais nous sommes convaincus qu'elle est inscrite dans l'évolution technique, sociale et politique de l'humanité.

28 mars 2018



La grève des sans-papiers en Île-de-France a imposé la régularisation de 160 travailleurs.

LDC

DR



Protectionnisme : une arme des capitalistes dans la concurrence, un piège pour les travailleurs

L'annonce par Trump de l'imposition de droits de douane de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium, puis sa menace de taxer les importations chinoises aux États-Unis, ont relancé les polémiques sur le protectionnisme. Dans les milieux économiques ou patronaux, certains agitent la menace du retour de la guerre commerciale et réclament des mesures de rétorsion par l'Union européenne (UE). De leur côté, des courants politiques qui prétendent représenter les intérêts des classes populaires, du PCF à la France insoumise, mais aussi des représentants syndicaux réclament eux aussi des mesures protectionnistes.

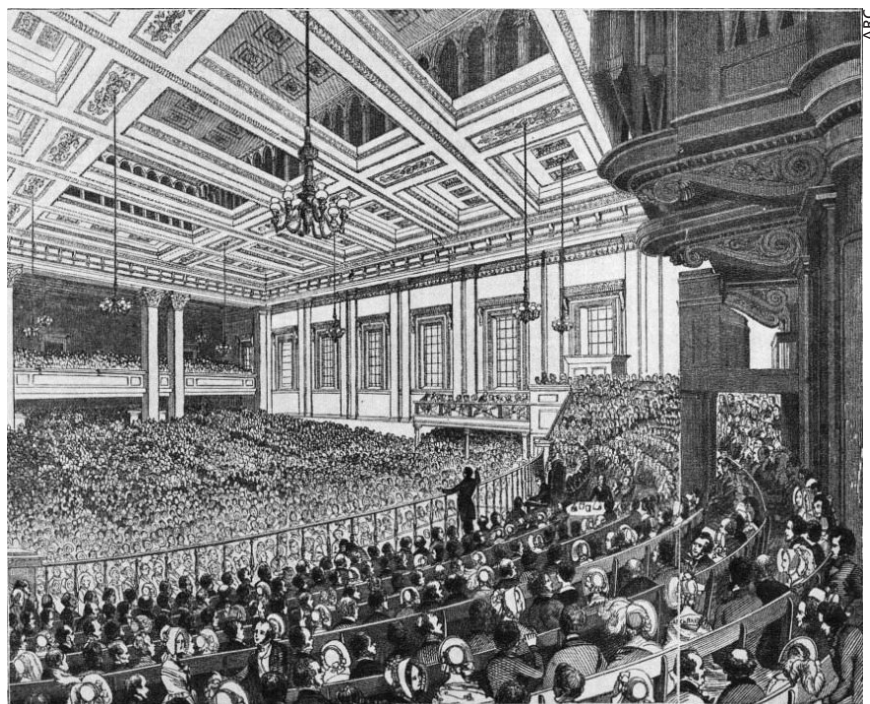
LIBRE-ÉCHANGE ET PROTECTIONNISME, DEUX ARMES COMPLÉMENTAIRES POUR LES CAPITALISTES

Selon les périodes, les rapports de force, les secteurs économiques et les pays, les capitalistes peuvent être libre-échangistes ou protectionnistes. Généralement, quand ils sont puissants ou capables de produire à plus bas coûts que leurs concurrents, les capitalistes sont partisans de la libre circulation des marchandises. À l'inverse, quand ils sont plus faibles et moins compétitifs, ils cherchent à protéger leur marché domestique derrière des barrières douanières et des taxes à l'importation.

Pendant une grande partie du 19^e siècle, les industriels britanniques, hégémoniques, furent libre-échangistes face à leurs concurrents français et surtout allemands et américains. Cette politique douanière résulta, en Grande-Bretagne même, d'un long bras de fer entre les indus-

triels de Manchester, partisans du libre-échange, et les propriétaires terriens cherchant à empêcher les importations de céréales pour protéger leur monopole sur le marché intérieur. Comme toujours, chaque fraction de la bourgeoisie chercha

à présenter ses intérêts propres comme l'intérêt général. Les industriels libre-échangistes faisaient mine de se préoccuper du pouvoir d'achat des ouvriers, tandis que les protectionnistes invoquaient, déjà, la sauvegarde des emplois. Le



En 1846 : meeting de la Ligue contre les lois sur les grains (corn-laws).
La Ligue militait pour le libre-échange.

mouvement ouvrier naissant, incarné par les chartistes, profita de l'effervescence politique qui agitait le pays pour mettre en avant les intérêts de classe des travailleurs, sans se laisser entraîner dans un des deux camps bourgeois. Dans ce débat, Marx ne défendait pas le protectionnisme mais, se projetant vers l'avenir, cherchait ce qui allait renforcer numériquement et socialement le prolétariat. En janvier 1848 il déclarait: «*En général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.*» (Discours sur la question du libre-échange).

Les États-Unis furent longtemps protectionnistes, pour assurer à l'industrie américaine en développement le quasi-monopole sur leur vaste marché intérieur face aux industriels européens. Après la Deuxième Guerre mondiale, devenus la première puissance impérialiste incontestée, les États-Unis se firent les champions du libre-échange face à des bourgeoisies européennes qui avaient hérissé le continent de droits de douane ou de quotas d'importation et qui tentaient de s'accrocher à leurs prés carrés coloniaux. Outre le libre accès à tous les marchés jusque-là protégés, les États-Unis firent pression pour que les pays européens unifient leurs normes techniques ou sanitaires, afin de pouvoir écouler leurs marchandises dans un marché pas trop morcelé. Ces pressions américaines, le rôle central du dollar dans le commerce mondial et surtout le formidable développement des échanges internationaux

après les années de replis nationaux des années 1930, de la Deuxième Guerre mondiale et de ses destructions, accélèrent la mise en place de zones de libre-échange, dont l'UE. La construction de ces zones de libre-échange fut à chaque fois l'objet d'interminables marchandages, au cours desquels les lobbyistes au service de tel ou tel groupement capitaliste manœuvrèrent sans fin.

En réalité, à toutes les époques, les États n'ont cessé de pratiquer les deux politiques en même temps, selon les secteurs économiques et selon leurs partenaires commerciaux. Mesures protectionnistes et accords commerciaux sont deux armes complémentaires mises en œuvre par les États dans la guerre commerciale permanente que se livrent les capitalistes dont ils défendent les intérêts. Les traités internationaux comme le Tafta ou le Ceta, dénoncés bien à tort comme responsables du chômage et de la désindustrialisation par les partisans du protectionnisme, ne font que consacrer un rapport de force, à un moment donné, entre des groupes de capitalistes. Malgré les accords commerciaux laborieusement négociés depuis plusieurs décennies entre États ou groupements d'États, le protectionnisme n'a jamais cessé et

prend des formes multiples. Les échanges ne sont ni libres ni équitables, ils sont régis par la loi de la jungle du capitalisme.

LE COMMERCE INTERNATIONAL EST RÉGI PAR LA LOI DU PLUS FORT

C'est ainsi que les capitalistes européens sont suspendus depuis des mois à la décision de Trump de prolonger ou non l'accord sur le nucléaire iranien. Alléchés par un marché iranien prometteur, avec ses 80 millions d'habitants, Airbus, Renault, PSA ou encore la BNP sont entravés par la menace latente de mesures de rétorsion américaines en cas de violation de l'embargo. En 2014, la BNP-Paribas avait dû payer une amende de 9 milliards de dollars au Trésor américain pour ne pas avoir respecté cet embargo, tout en faisant des affaires aux États-Unis. Comme les firmes européennes ne veulent pas être écartées du marché américain, et comme elles sont dépendantes du dollar et du système bancaire international, incontournables pour le commerce mondial, elles ne peuvent pas faire fi des décisions politiques ou diplomatiques américaines. À l'inverse, le gouvernement américain peut à tout moment



Un stock d'acier chinois destiné à l'exportation et taxé à 520 % aux États-Unis déjà sous Obama.

décider de lever temporairement l'embargo pour Boeing ou d'autres entreprises américaines. Les États-Unis, parce qu'ils dominent l'économie mondiale et parce qu'ils restent les gendarmes du monde, disposent ainsi d'armes protectionnistes que n'ont pas leurs concurrents.

Mais ils ne sont pas les seuls à user du protectionnisme. Depuis la crise de 2008, l'association Global Trade Alert a recensé 2500 mesures protectionnistes. Par divers moyens, taxes, subventions, quotas, normes sanitaires, la France protège ainsi plus d'une centaine de produits. Aux États-Unis, bien avant l'élection de Trump et ses discours à l'emporte-pièce, Obama a instauré une taxe de 520% sur l'acier laminé chinois. L'UE n'est pas en reste, avec 47 mesures protectionnistes contre l'acier chinois, alors que la Chine a rejoint depuis 2001 l'Organisation mondiale du commerce, ce qui est censé lui garantir un libre accès au marché mondial avec des droits de douane limités. Il faut une sacrée dose d'hypocrisie aux porte-parole des puissances impérialistes, et pas seulement l'imprévisible Trump, pour dénoncer la « concurrence déloyale » de la Chine ou ses prétendues violations de la propriété intellectuelle. Depuis la réintégration de la Chine dans le marché mondial, au début des années 1980, celle-ci l'a été en position subordonnée. Les puissants groupes industriels occidentaux ont exploité les ouvriers chinois pour assembler les iPhones et autres produits destinés in fine au marché occidental. Une partie non négligeable des exportations chinoises vers les États-Unis, rendues responsables du déficit commercial américain, sont en fait réalisées par des filiales ou des sous-traitants de firmes japonaises, coréennes mais aussi américaines, implantées en Chine. À l'inverse, depuis une vingtaine d'années, les capita-



Manifestation à Bruxelles en février 2016 à l'initiative des syndicats de la sidérurgie de plusieurs pays d'Europe et des patrons du secteur.

listes occidentaux ont écoulé leurs automobiles, leurs TGV ou leurs avions dans ce marché chinois en pleine expansion, longtemps sans concurrents locaux sérieux. Les transferts de technologie vers la Chine, réalisés à travers les joint-ventures aujourd'hui décriés par la presse propatronale, ne sont finalement qu'un faible rattrapage du pillage par les capitalistes occidentaux de la plus-value extorquée aux travailleurs chinois. Quant aux subventions versées par l'État chinois à ses sidérurgistes, dénoncées par les capitalistes occidentaux comme de la concurrence déloyale, c'est l'hôpital qui se moque de la charité. Comme si leurs États respectifs ne leur versaient pas chaque année des centaines de milliards de crédit d'impôt ou d'aides à la recherche !

LES GRANDS GROUPES CAPITALISTES S'ADAPTENT TOUJOURS

La concurrence prétendument déloyale de la Chine, ou d'autres pays comme la Russie, est constamment invoquée par les capitalistes pour obtenir de l'UE ou de leur gouvernement national de nouvelles aides. À les entendre, les industriels de l'acier ou de l'aluminium seraient les plus grands pourfendeurs du dumping social illimité et les champions de la défense de l'emploi ! En 2013,

Lakshmi Mittal était venu réclamer à l'Assemblée nationale « des mesures pour empêcher l'importation d'aciers à prix bas, comme le font les États-Unis avec leur Buy American Act ». Il a été entendu. Le même groupe ArcelorMittal est l'un des principaux producteurs d'acier américain depuis le rachat, en 2004, des aciéries possédées par Wilbur Ross, l'actuel secrétaire au Commerce de Trump. Aux États-Unis, Mittal bénéficiera des mesures protectionnistes instaurées par Trump, tandis qu'en Europe il crie à la concurrence déloyale pour justifier de nouvelles suppressions d'emplois, imposer des sacrifices aux travailleurs tout en réclamant des subventions.

Les grands groupes comme ArcelorMittal sont implantés dans de multiples pays. S'ils peuvent compter sans réserve sur leur État d'origine pour défendre leurs intérêts, ils s'adaptent et profitent de toutes les circonstances favorables. Ainsi Michelin, champion national du pneumatique, possède 68 usines dans dix-sept pays, dont quinze aux États-Unis et une, très récente, au Mexique. Juste après l'élection de Trump, lequel avait promis de taxer à 35% les produits importés du Mexique, Dominique Sénart, PDG de Michelin, déclarait : « Si on ne pouvait plus vendre ces pneus aux États-Unis, on les vendrait au Mexique et en

Amérique Latine ! » Le même, interrogé sur les conséquences du Brexit pour son usine écossaise, répondait : « *La baisse de la livre sterling nous a amenés à réagir rapidement, en augmentant nos prix. Elle a été un booster très favorable en matière de compétitivité pour notre usine en Écosse. Je n'ai donc pas d'inquiétude particulière pour Michelin par rapport au Brexit.* » Pour les travailleurs écossais, le Brexit signifie une aggravation de leurs conditions de travail ; pour les consommateurs, des hausses de prix. Mais, pour Michelin, le Brexit est un bon prétexte pour augmenter encore sa productivité et ses profits.

DÉFENDRE LE PROTECTIONNISME, UN PIÈGE POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont tout à perdre à s'aligner derrière les revendications de leurs patrons. En 2016, une vingtaine de syndicats européens, dont la CFDT ou l'IG-Metall, avaient rassemblé 10 000 sidérurgistes à Bruxelles pour réclamer « *des instruments de défense commerciale efficaces, une politique industrielle proactive qui soutient l'industrie sidérurgique, des emplois plus nombreux et de meilleure qualité ainsi qu'une augmentation des capacités de production d'acier* ». On peut dire que la Commission européenne les a entendus, pour le plus grand bonheur d'ArcelorMittal, Riva ou ThyssenKrupp, les patrons de la sidérurgie implantés en Europe. Deux ans après s'être déclarés au fond du trou, grâce aux mesures anti-dumping de l'UE, à la reprise des ventes et à la remontée des cours, tous ces groupes annoncent des bénéfices historiques, avec par exemple 4,6 milliards d'euros pour ArcelorMittal. Pour les travailleurs, le chômage partiel, les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois se sont

poursuivis. Mittal a fermé plusieurs usines en Lorraine tandis que 100 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie européenne depuis dix ans. Dans l'acier comme dans tous les secteurs, les profits des capitalistes riment avec exploitation, augmentation de la productivité, polyvalence et bas salaires.

Ceux qui, comme les députés de la France insoumise et du PCF ou, de l'autre côté de l'échiquier politique, Le Pen ou Asselineau, font des traités de libre-échange ou de l'UE la principale cause des suppressions d'emplois et réclament « *des taxes aux frontières, des barrières douanières, des quotas d'importation* » attachent les travailleurs à leurs exploités avec de lourdes chaînes. Opposer une politique protectionniste au libre-échange, c'est laisser croire qu'il existerait un intérêt « national » et que le salut des travailleurs pourrait venir des sommets de l'État. C'est cacher la nature sociale de l'État, c'est cacher qu'il est au service des classes possédantes qui en ont fait leur instrument. C'est enfoncer dans la tête des travailleurs l'idée que Mittal, Michelin, Bolloré auraient les mêmes intérêts que les travailleurs qu'ils exploitent. C'est distiller le poison de la division entre les travailleurs en leur désignant des boucs émissaires, les travailleurs détachés polonais, les ouvriers chinois, les migrants africains, à la place des véritables responsables du chômage et du dumping social que sont les capitalistes. Et pourquoi pas demain opposer les travailleurs aux chômeurs privés d'indemnités par Macron et qui seront contraints d'accepter un boulot sous-payé pour survivre ? En outre, si l'économie mondiale devait renouer avec des mesures protectionnistes massives, les classes populaires le paieraient sous forme de hausses de tous les prix des marchandises.

RENOUER AVEC L'INTERNATIONALISME ET LES PERSPECTIVES COMMUNISTES

La mondialisation de l'économie est consubstantielle au capitalisme. C'est la mondialisation précoce du capitalisme marchand, avec son cortège de pillage et d'exploitation, qui a permis l'accumulation initiale des capitaux et la révolution industrielle. Les crises cycliques, le chômage de masse, la mise en concurrence des travailleurs sont aussi anciens que la révolution industrielle. Le patronat n'a jamais cessé de jouer sur les divisions entre travailleurs, d'opposer par exemple les migrants irlandais catholiques crevant la faim aux ouvriers anglais, protestants et qualifiés.

Mais la réponse du mouvement ouvrier, sous l'influence des militants socialistes, n'était de proposer ni un repli national ni le protectionnisme. Un tel repli leur paraissait même inconcevable, tant le développement des forces productives, la recherche de marchés ou de matières premières ont exigé, d'emblée, l'arène du marché mondial. Pour les marxistes, la mondialisation de l'économie n'était pas une menace, mais au contraire la base économique qui rendait possible la socialisation de la production et, du coup, la satisfaction des besoins de toute l'humanité. Autrement dit, la base économique d'une société communiste est absolument inconcevable dans un seul pays !

Dès 1848, Marx et Engels constataient : « *Au grand désespoir des réactionnaires, la bourgeoisie a enlevé à l'industrie sa base nationale.* » À cette date, ces lignes étaient une anticipation d'un processus irréversible en train de se réaliser sous leurs yeux. Mais, en 2018, ce n'est plus une anticipation, c'est une évidence. L'Airbus A380, assemblé à Toulouse et

présenté comme le fleuron de la technologie européenne, sinon française, comporte trois millions de pièces détachées issues de 77 pays différents. Deux éléments aussi fondamentaux que les réacteurs et les pneumatiques viennent des États-Unis, la patrie de son concurrent Boeing. Cet exemple, parmi des milliers d'autres, montre l'absurdité de prétendre vouloir « produire français » ou « acheter français ». La mondialisation est un processus irréversible. Ce n'est pas la mondialisation qu'il faut combattre, c'est le capitalisme ! Ce n'est pas en arrière qu'il faut aller, mais en avant !

La réponse des marxistes à la mise en concurrence des travailleurs entre eux n'était pas le protectionnisme, mais l'organisation internationale pour combattre l'exploitation et finalement pour prendre le contrôle de la société. Leur réponse était : « *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !* » À l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, l'extension du capitalisme renforçait le prolétariat, son nombre, son rôle central dans la production des richesses et du même coup les possibilités révolutionnaires. Par exemple, en investissant dans d'immenses usines neuves à Petrograd ou dans des puits de pétrole à Bakou vers 1900, les capitalistes occidentaux ont permis la concen-

tration d'un jeune prolétariat en Russie. Ce sont ces délocalisations qui allaient rendre possible l'explosion révolutionnaire de 1917. À cette époque, le mouvement ouvrier ne proposait pas de « produire en France », ne s'opposait pas à ce que les capitalistes investissent des capitaux à l'étranger. Ils constataient, pour s'en réjouir, l'interdépendance de tous les peuples et l'étroitesse obsolète des États nationaux.

Le capitalisme, c'est la concurrence, les rivalités, la guerre, commerciale mais aussi militaire, pour les marchés et les débouchés. Et d'un autre côté, en interne, les principales firmes, dans tous les domaines de la production planifient, rationalisent la production, réalisent des économies d'échelle spectaculaires. Elles le font pour le seul bonheur de leurs actionnaires, et donc au mépris des peuples, des travailleurs, des consommateurs, de la nature. Pour sortir de la contradiction, il faut exproprier ces actionnaires qui possèdent les multinationales et les banques, pour les faire fonctionner au service de toute la société. Autrement dit, il faut une révolution sociale. Le capitalisme a transformé la planète en une seule et unique entité économique où toutes les régions sont interdépendantes. C'est un processus irréversible. La seule porte de sortie, c'est d'aller de

l'avant en mettant en commun les richesses de la société, les moyens de les produire et de les répartir. Toute autre politique revient à laisser les capitalistes continuer à ravager la planète et exploiter des travailleurs partout dans le monde.

La seule voie pour éviter de plonger vers l'abîme où l'économie capitaliste et ses multiples contradictions menacent de nous entraîner, c'est de renouer avec l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire avec l'idée selon laquelle les ouvriers n'ont pas de patrie. Cet internationalisme n'est pas seulement un slogan. Il doit être une boussole et un programme. Au libéralisme, il faut opposer le communisme, pas le protectionnisme. Des jeunes, des intellectuels, des militants doivent s'attacher à réimplanter les idées et les raisonnements marxistes au sein du monde du travail. C'est la seule façon pour que les luttes collectives qui ne manqueront pas de venir permettent aux travailleurs d'apprendre qu'ils ont des intérêts communs par-delà leur corporation, leurs origines, leur religion, par-delà le pays où ils résident; de comprendre qu'ils ont en face d'eux une même classe possédante, bien accrochée au pouvoir mais à qui il faut arracher la propriété sur les moyens de production.

27 mars 2018.



Mai 68, le courant trotskyste et la question du parti révolutionnaire

Bien que très loin d'une situation révolutionnaire, les événements de mai-juin 1968 créèrent, pour une courte période, les conditions de l'émergence d'un parti dépassant la simple addition des forces éparses de l'extrême gauche. Cette opportunité fut manquée par le mouvement trotskyste. Elle ne s'est pas représentée depuis. Aujourd'hui, face à la guerre de classe engagée par la bourgeoisie, l'absence d'un tel parti se fait toujours cruellement sentir. Mais ce problème se pose d'une façon bien différente. Et ce d'autant plus que la majeure partie des organisations qui se réclamaient du communisme révolutionnaire ou du trotskysme, il y a cinquante ans, y ont renoncé les unes après les autres.

MAI-JUIN 1968 : LES RÉVOLUTIONNAIRES SORTENT DE LEUR ISOLEMENT

Le mouvement de contestation de la jeunesse étudiante, puis la grève générale qui paralysa la France durant plus d'un mois à partir du 13 mai 1968, permirent aux idées révolutionnaires et aux organisations d'extrême gauche de sortir de leur isolement et d'apparaître au grand jour et, avec elles, les drapeaux rouges et le vocabulaire de la révolution.

En raison cependant de la faiblesse de l'implantation de l'extrême gauche dans la classe ouvrière, cette dynamique ne pouvait contrebalancer le poids hégémonique que s'y étaient assuré au fil des décennies les appareils syndicaux, et en tout premier lieu la CGT, ainsi que le PCF.

D'abord brièvement pris de court par l'agitation étudiante, puis par la volonté d'une fraction des travailleurs de continuer la grève qui s'était sponta-

nément étendue au lendemain du 13 mai, ces appareils reprirent par la suite le contrôle de la situation. S'entendant dans un second temps avec le patronat lors des discussions de Grenelle, ils bradèrent toutes les revendications essentielles des travailleurs en contrepartie d'une hausse dérisoire des salaires au regard de l'ampleur du mouvement, que l'inflation allait effacer rapidement. Et si le smig (l'ancêtre du smic) fut pour sa part revalorisé de 35%, cela ne concernait que 7% des salariés et ne faisait en outre que rattraper le retard accumulé depuis des années.

La CGT, la plus influente des organisations syndicales, et les autres confédérations avaient sabordé le plus grand mouvement de grève que la France ait connu par le nombre de participants, près de dix millions, en échange d'avantages pour leur propre compte. Si la reconnaissance des sections d'entreprise accroissait la représentation des travailleurs, l'instauration des délégués syndicaux, désignés par la hiérarchie syn-

dicale, les commissions paritaires de l'emploi par branche professionnelle et le gros fromage de la formation professionnelle étaient profitables aux appareils. Pour l'appareil de la CGT, s'y ajoutait la fin de l'ostracisme à son égard dans des organismes comme le Bureau international du travail (BIT), ostracisme découlant de la guerre froide.

Entreprise par entreprise, leurs militants mirent toute leur influence pour faire reprendre le travail. Ils expliquèrent que, à la faveur des législatives décidées par de Gaulle, les travailleurs auraient une deuxième chance de faire valoir leurs revendications, en votant en faveur d'un « gouvernement populaire ». Mais c'est le pouvoir gaulliste qui sortit vainqueur des élections.

Durant quelques semaines, des dizaines de milliers de lycéens, étudiants et travailleurs avaient pu observer et percevoir les ressorts de cette trahison et ces manœuvres. Leur enthousiasme et leur éveil politique, préparé dans la décennie



BRUNO BARBEY

Le meeting géant du 27 mai 1968 au stade Charléty.



AFP/STF

Les négociations de Grenelle du 25 au 27 mai 1968 : de droite à gauche, Georges Ségué (CGT), Jacques Chirac et Georges Pompidou.

précédente par les mobilisations contre la guerre d'Algérie puis la guerre du Vietnam, et la remise en cause de l'emprise qu'exerçait jusque-là le Parti communiste sur une fraction de l'opinion populaire, les amenaient à se tourner vers les organisations d'extrême gauche, sans saisir le plus souvent ce qui les différençait.

Indépendamment des calculs politiques de ses organisateurs, qui voyaient un recours en Pierre Mendès France, 35 000 personnes se retrouvèrent ainsi le 27 mai au meeting du stade Charléty, appelé par le principal syndicat étudiant, l'Unef, la CFDT, le SNESup (le syndicat des enseignants du supérieur), la Fédération de l'éducation nationale. Le PSU et une grande partie de l'extrême gauche y étaient également présents.

L'existence de cette mouvance, et ce à l'échelle du pays, reposait de façon concrète la question de l'absence d'un parti révolutionnaire. Ces deux mois avaient créé en quelque sorte la première condition de sa reconstitution.

LA NÉCESSITÉ D'UN REGROUPEMENT DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

En s'unifiant, les organisations révolutionnaires auraient été en mesure de bâtir un cadre à l'intérieur duquel ces dizaines de milliers d'intellectuels et de travailleurs auraient pu choisir démocratiquement entre les divers courants trotskystes, maoïstes ou libertaires.

En raison de l'hétérogénéité de ses composantes, un tel cadre aurait été certes éloigné du type de parti nécessaire, sur les bases programmatiques et organisationnelles du bolchevisme. Mais attirer une fraction significative du milieu qui se reconnaissait d'une manière ou d'une autre, et pour la première fois depuis des décennies, dans la perspective révolutionnaire, aurait alors constitué un incontestable pas en avant. La clarification entre les tendances et les orientations, jusque-là difficile à faire comprendre car s'opérant en vase clos, au sein de chaque organisation, aurait pu s'effectuer, sous les yeux de tous et à une tout autre échelle.

L'existence de trois organisations se revendiquant du trotskysme, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) lambertiste, la future Ligue communiste révolutionnaire (LCR)¹ et Lutte ouvrière, aurait pu en outre lui permettre de jouer un rôle déterminant dans l'évolution d'un tel regroupement et, du même coup, de se développer dans la classe ouvrière.

C'était le sens de la proposition que fit alors Lutte ouvrière². Mais aucune organisation n'accepta d'en explorer ne serait-ce que la faisabilité. Tout au plus avons-nous réussi à initier un éphémère comité de liaison entre des groupes trotskystes, qui ne réunissait que la LCR, LO et l'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire), afin de coordonner certaines actions et surtout d'échanger nos points de vue.

L'opportunité de jeter les bases d'un tel parti ne dura

sans doute pas plus de quelques mois. Le refus de l'OCI d'un côté et de la JCR-LC (Jeunesse communiste révolutionnaire-Ligue communiste) de l'autre de s'inscrire dans cette perspective fut d'autant plus dommageable que l'aspiration à renverser l'ordre social, apparue dans un milieu relativement large en mai-juin 1968, reflua dans les mois qui suivirent.

Quant au courant maoïste, qui attira la part la plus grande de la jeunesse contestataire étudiante, il était trop hostile au trotskysme, trop gangrené par le stalinisme dont il était issu et se réclamait, et aveuglé par les mirages de la prétendue révolution culturelle chinoise, dans laquelle il prétendait voir le prolongement de la révolution d'Octobre, pour se sentir concerné par la perspective de construction d'un cadre commun. L'entrée d'une partie de ses militants intellectuels en entreprise, les établis, comme ils disaient, n'y changeait rien, car elle reposait sur l'idée d'un soulèvement proche de la classe ouvrière et sur des méthodes individuelles, faites de provocations et d'actes vengeurs qui, même lorsqu'ils étaient vus avec sympathie par une partie des travailleurs, ne pouvaient en aucune manière élever leur conscience. En raison de ces choix politiques, le déclin du maoïsme fut aussi rapide qu'avait été son ascension. Quant à ses dirigeants, souvent issus des plus grandes écoles, la plupart d'entre eux abandonnèrent toute idée de combattre le capitalisme et réintégrèrent le giron de la bourgeoisie et ses valeurs.

L'opportunité fournie par

1 En 1953, Pierre Boussel, dit Lambert, avait été le chef de file, au sein de la IV^e Internationale, des opposants à la politique d'entrisme dit *sui generis* dans les partis communistes, préconisée par son dirigeant Michel Pablo. La Ligue communiste fut constituée en 1969 par le Parti communiste internationaliste (PCI), lié au Secrétariat Unifié (SU) de la IV^e Internationale, et la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). Elle devint en 1974 la Ligue communiste révolutionnaire.

2 «Charléty ne consacra pas la naissance d'un parti révolutionnaire, mais la possibilité demeure», *Lutte ouvrière* n° 2 du 3 juillet 1968; «Des groupuscules au parti», *Lutte ouvrière* n° 3 du 10 juillet 1968; «Vers le parti révolutionnaire», *Lutte ouvrière* n° 4 du 17 juillet 1968; «La question du parti», *Lutte ouvrière* n° 5 du 1^{er} août 1968. Ces numéros sont disponibles sur <https://journal.lutte-ouvriere.org/journal/archives>

la situation ouverte par mai-juin 1968 ne se prolongea guère au-delà d'une courte période. L'enthousiasme, la curiosité, l'envie d'agir et de s'organiser pour le faire retombèrent en quelques mois. Et ce fut le PCF qui, en fin de compte, en tira paradoxalement profit, malgré le discrédit lié à son attitude et à ses prises de position au cours du mouvement.

NOTRE ATTITUDE VIS-À-VIS DU COURANT TROTSKYSTE APRÈS 1968

Si le souci de toucher ceux qui, à travers les événements de mai-juin 68, s'étaient éveillés à la politique restait une de nos préoccupations, le contexte ayant changé, le sens de notre démarche n'était plus le même un an plus tard, quand nous avons apporté notre soutien militant à la candidature d'Alain Krivine, candidat de la Ligue communiste à l'élection présidentielle de juin 1969.

Nous restions convaincus que la division de l'extrême gauche ne devait pas empêcher une démarche unitaire lorsqu'elle était possible, comme ce fut par exemple le cas lors des élections municipales de 1977 avec la LCR ou l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) autour des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », puis à l'occasion des élections européennes, avec la seule LCR cette fois, en 1979, ou encore lors de certaines campagnes, comme celle pour la gratuité des transports en commun que nous avons initiée en région parisienne au début des années 1970. Et cela devait encore moins empêcher la discussion fraternelle, la confrontation des expériences comme des analyses que, pour notre part, nous avons toujours recherchées.

La Ligue communiste accepta des discussions et même

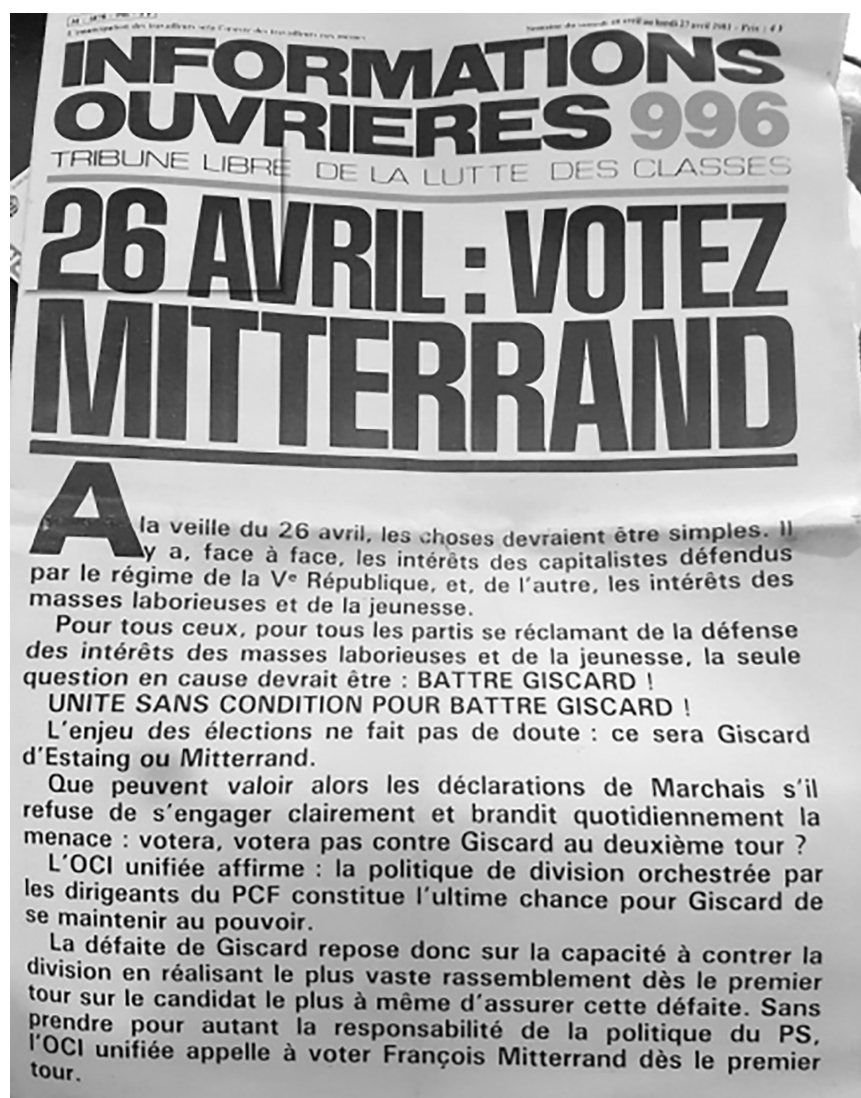
l'idée d'un rapprochement entre nos organisations. Cependant, nous ne nourrissions alors plus d'illusions sur l'issue d'une telle démarche, les dirigeants de la Ligue communiste partageant au fond avec ceux de l'OCI la conviction qu'ils seraient à même d'entraîner vers eux seuls la jeunesse, notamment intellectuelle, regardant vers l'extrême gauche. De même qu'ils partageaient l'idée que les événements de mai-juin 1968 avaient été une sorte de répétition générale, préfigurant une situation révolutionnaire imminente dont ils prétendaient former l'avant-garde.

Aussi, les discussions avec la Ligue communiste, qui avaient débouché en 1971 sur un pro-

toque d'accord définissant les étapes d'une fusion de nos deux groupes, achoppèrent-elles sur la simple idée d'un hebdomadaire commun.

Le courant lambertiste se flattait pour sa part de longue date d'incarner la fidélité au Programme de transition de Trotsky et n'était pas avare de ses leçons. Son aveuglement l'avait pourtant amené par exemple à voir dans la défaite de De Gaulle au référendum d'avril 1969 une « victoire de la classe ouvrière ». Mais il ne changea rien, ni dans son attitude, ni dans ses méthodes, et continua son existence séparée.

Et il en alla de même sur le plan international, où nos tentatives de rapprochement, et



1981 : l'hebdomadaire de l'OCI appelle à voter pour le candidat du PS dès le 1^{er} tour et reproche au PCF d'affaiblir les chances de victoire de Mitterrand par ses critiques.

même de simples échanges de vue, se heurtèrent à l'inertie, à l'incompréhension ou à la volonté des différents regroupements se disputant l'étiquette de la IV^e Internationale de soumettre notre courant à leurs orientations, sans rien changer à leur politique ni à leurs méthodes organisationnelles.

LE SUIVISME DE L'OCI ET DE LA LCR ENVERS LES PARTIS DE GAUCHE

Quelques années à peine après avoir expliqué que Mai 68 avait été, à l'instar de l'insurrection de 1905 en Russie, l'annonce de « la révolution prolétarienne en France », l'OCI et la LCR y substituèrent une politique plus que bienveillante à l'égard de l'Union de la gauche et du Programme commun signé par le PS et le PCF. Sous couvert de constituer cette fois une « avant-garde large », et d'adopter une « démarche unitaire systématique », c'était se placer à la remorque des réformistes. La même attitude prévalut dans le cadre syndical, l'OCI dans Force ouvrière, la LCR dans la CFDT, où leurs militants respectifs firent le choix de s'investir prioritairement, d'en gravir les échelons si on leur en laissait le loisir, tout en renonçant à mener un combat sur le terrain politique en direction des travailleurs du rang.

L'OCI, qui compta probablement jusqu'à une dizaine de milliers d'adhérents dans cette période, avança dans ce sens. Ses dirigeants agissaient comme s'ils avaient voulu se faire reconnaître par le PS et le PCF comme les seuls partenaires sérieux sur leur gauche. En 1973, ils appelèrent à voter pour ces deux partis à l'exclusion... des radicaux de gauche, troisièmes signataires du Programme commun, mais vilipendés, eux, comme « représentants du patronat ».

Après l'échec de Mitterrand à la présidentielle de 1974, l'OCI se lança dans une campagne pour un gouvernement PS-PC, présenté comme une étape indispensable... pour la prise de conscience par la classe ouvrière de l'impasse du réformisme. C'était confondre la politique de front unique dans les luttes ouvrières, défendue par Trotsky, et celle de front populaire, qu'il avait combattue. C'était également renoncer au devoir des révolutionnaires, qui est de mettre en garde les travailleurs contre ce type d'illusions et de les préparer à ne compter que sur leurs propres forces.

L'OCI refusa d'ailleurs de se présenter à la présidentielle de 1981, comme aux législatives qui suivirent, et appela à voter Mitterrand dès le premier tour. Elle prétendit ensuite que son élection était une victoire de la classe ouvrière « contre les capitalistes et les banquiers ». Singeant les mots d'ordre bolcheviks de l'année 1917, l'OCI appela les travailleurs à « chasser les ministres bourgeois », en l'occurrence ceux du Parti radical de gauche. Son suivisme confinait au ridicule. Il se doublait en outre d'une hostilité non feinte envers ceux qui, comme notre courant, s'étaient présentés aux élections pour affirmer la présence des idées révolutionnaires et la nécessité pour les travailleurs de ne pas s'en remettre aux vendeurs de rêve et autres bateleurs de la gauche réformiste.

La LCR conserva une ligne moins ouvertement suiviste et ne ménagea pas ses critiques à la gauche après la signature du Programme commun de 1972. Elle présenta de nouveau Alain Krivine à la présidentielle de 1974. Et, forte d'une certaine notoriété au sein de la jeunesse scolarisée, elle attira une fraction non négligeable de la jeunesse, plus particulièrement étudiante, ce qui lui

permit de revendiquer autour de 4000 membres, le double de sympathisants, et de compter des dizaines de permanents et semi-permanents. Son journal, *Rouge*, se transforma durant près de trois ans en quotidien.

Mais, à l'approche des législatives de 1978, qui semblaient promises à la gauche, les dirigeants de la LCR se firent conciliants. En septembre 1977, ils déclarèrent : « Pour en finir avec l'austérité, pour chasser le gouvernement Giscard-Barre, pour imposer les solutions ouvrières à la crise, il faut l'unité ouvrière. » Cette formule augurait un soutien de facto à l'union PS-PC. La LCR avait aussi en commun avec l'OCI de réserver ses plus vives critiques aux dirigeants du PC, notamment lorsqu'elle les rendit responsables de la rupture de l'Union de la gauche et de sa défaite aux élections de 1978. Le mot d'ordre « Batre Giscard » continua à lui servir de viatique pour soutenir la perspective d'un gouvernement PS-PC censé ouvrir une brèche dans laquelle « pourrait s'engouffrer la combativité des travailleurs », et les révolutionnaires à leur suite. Au premier tour de la présidentielle de 1981, sans présenter elle-même de candidat, la LCR appela à voter indifféremment pour notre camarade Arlette Laguiller, Huguette Bouchardeau (PSU), Georges Marchais (PCF) ou même François Mitterrand. Elle interpréta elle aussi l'élection de ce dernier comme une poussée à gauche et une sorte de victoire posthume de Mai 68. Et elle fournit son service d'ordre pour fêter cette « victoire » à la Bastille le 10 mai 1981.

Plusieurs cadres de l'OCI, et même des pans entiers de celle-ci, comme de la LCR rompirent dans cette période avec le trotskysme pour se fondre dans le Parti socialiste. Plusieurs en devinrent même des cadres dirigeants, à l'instar d'Henri

Weber, l'un des fondateurs de la LCR, de Julien Dray, de Mélenchon ou de Jean-Christophe Cambadélis qui, d'ancien responsable de l'OCI, allait devenir premier secrétaire du PS.

UNE LONGUE SUITE DE RENONCEMENTS ET DE RENIEMENTS

Loin d'ouvrir un boulevard aux travailleurs et à l'extrême gauche, l'arrivée de la gauche au gouvernement, suivie quelques années plus tard de la dislocation du bloc soviétique, se traduisit par l'effondrement électoral et surtout militant du PCF, une forme d'abattement et de démoralisation dans la classe ouvrière dont elle n'est pas sortie à ce jour.

L'OCI, après s'être renommé Parti communiste internationaliste (PCI), fut la plus prompte à se fondre en tant qu'organisation trotskyste à partir du milieu des années 1980 dans un Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), qui deviendra le Parti des travailleurs (PT) puis, plus récemment, le Parti ouvrier indépendant (POI), qui a lui-même scissionné depuis 2016. Ces formes successives, censées initier des regroupements larges et démocratiques, ont en commun, outre un certain sectarisme hérité du courant lambertiste, de s'éloigner à grandes enjambées, non seulement du Programme de transition, mais des bases mêmes du marxisme. Leurs fondements : défense de la laïcité, dénonciation des institutions de la V^e République, indépendance des syndicats et des partis, reconnaissance de la lutte des classes et, de plus en plus, une obsession antieuropéenne et souverainiste, proche des positions d'un Chevènement ou d'un Mélenchon, pour lequel d'ailleurs le POI a appelé à voter lors de la présidentielle de 2017.

La LCR a suivi, plus lentement, la même pente. De longue date, ses responsables justifiaient leur investissement dans des organisations mouvementistes, antiracistes, écologistes ou altermondialistes, par le souci d'être « là où ça bouge », de façon à gagner à elle certains de ses acteurs. Outre le fait que ces organisations et ces mouvements servaient souvent de faux-nez à la social-démocratie, et qu'ils étaient avant tout issus de la petite bourgeoisie, ils restèrent tout à fait imperméables, quand ce n'était pas hostiles, au marxisme. En revanche, leurs idées sont devenues de plus en plus celles des militants de la LCR qui s'y trouvaient engagés.

La LCR a continué simultanément à promouvoir une « vraie politique de gauche » ou « 100 % à gauche », lui permettant de maintenir l'espoir d'être reconnue comme un partenaire à part entière. À la présidentielle de 1988, elle décida de soutenir Pierre Juquin, un ancien apparatchik du PCF, qui n'avait ni troupes ni autre perspective que de rénover la gauche sur des bases social-démocrates. Le prétexte était, déjà, de permettre la création d'un « parti anticapitaliste large ». En 1995, la LCR appela à voter indifféremment pour Robert Hue, le candidat du PC, Dominique Voynet (Verts) ou notre camarade Arlette Laguiller. Ce non-choix en était bel et bien de nouveau un.

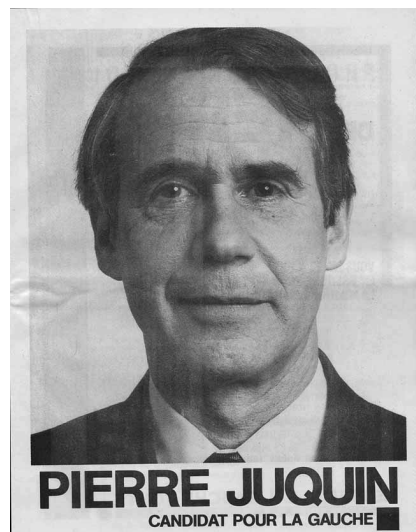
C'est en 2002, après le relatif succès électoral d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle, où la LCR présentait pour la première fois un candidat depuis 1974, qu'elle engagea sa véritable mue. L'étiquette communiste et révolutionnaire n'avait pourtant pas empêché son candidat de gagner un certain crédit dans les milieux populaires et auprès d'un public militant. Entre-temps, la LCR avait appelé, il est vrai sans l'assumer explicitement, à vo-

ter Chirac au second tour de la présidentielle de 2002, au motif de « battre Le Pen dans la rue et dans les urnes ».

En 2009, cette orientation a débouché sur la constitution du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Les trotskystes y étaient à l'initiative, mais au milieu de multiples courants et sensibilités, qui vont du féminisme aux libertaires en passant par les partisans de la décroissance. Et si cette organisation a dans un premier temps connu un relatif afflux, elle a depuis perdu l'essentiel de ses forces, en raison notamment de l'attraction que Mélenchon exerçait sur ses militants et sur certains de ses dirigeants.

COMMENT POSER LA QUESTION AUJOURD'HUI ?

En l'absence d'une mobilisation de la classe ouvrière autour de ses intérêts de classe, la volonté de l'OCI puis de la LCR de créer des organisations larges était vaine et tournait le dos aux idées qui avaient justifié jusque-là leur existence. Leur démarche s'est en outre effectuée, contrairement à celle que nous avons tenté d'initier en 1968, en dehors, c'est le moins qu'on puisse dire, de toute



Pierre Juquin, candidat soutenu par la LCR à la présidentielle en 1988.

poussée vers la gauche ou l'extrême gauche.

Or c'est justement dans ces périodes de recul que les communistes révolutionnaires doivent défendre leurs perspectives avec le plus de clarté, sans renoncer à leur identité, à leur drapeau, aux leçons tirées des expériences passées du mouvement ouvrier.

Il est également de leur devoir de saisir toutes les opportunités, à commencer par les élections, pour s'adresser à de larges couches de la population laborieuse au nom même des idées communistes. Et lorsque, en 1995, notre camarade Arlette Laguiller a obtenu plus de 5 % à l'élection présidentielle, nous avons prolongé notre campagne en cherchant à vérifier si une fraction de ces 1 600 000 électeurs pouvait être gagnée à l'idée de participer à la construction d'un véritable parti des travailleurs. Si tel avait été le cas, cela au-

rait pu être un pas important dans cette perspective. Mais il y avait, hélas, loin entre le courant de sympathie que nous avons rencontré et un tel engagement.

Cinquante ans après 1968, le problème posé par l'absence d'un parti révolutionnaire reste donc entier. Il ne pourra se construire indépendamment d'une remontée ouvrière.

Il dépend des militants communistes révolutionnaires, en revanche, que ces périodes à venir posent et résolvent le problème du renversement de la bourgeoisie par les travailleurs. De ce point de vue, la situation peut paraître beaucoup plus défavorable aujourd'hui qu'en 1968. L'amenuisement considérable de la présence du PCF dans les entreprises ou les quartiers populaires durant des décennies, n'a pas été compensé. Et, surtout, le recul de la conscience dans la classe ouvrière favorise la bourgeoisie

dans sa guerre sociale, dans la diffusion de ses valeurs et de sa morale.

Les organisations syndicales et les partis de gauche en portent une très lourde responsabilité, pour avoir distillé notamment les idées réformistes ou chauvines lorsqu'ils étaient dans l'opposition, puis en raison de la politique qu'ils ont menée ou soutenue au gouvernement.

La responsabilité que doivent porter ceux qui continuent à se reconnaître dans la perspective révolutionnaire n'en est que plus grande. Elle repose, comme cela fut le cas pour des générations de militants dans les périodes de reflux du mouvement ouvrier, sur notre ténacité à défendre contre les vents dominants les idéaux du communisme, et à faire vivre ce programme d'émancipation dans la classe ouvrière.

29 mars 2018



ARC

Affiche de Mai 68.



Élections en Italie: un recul social et politique

«Séisme!», «Victoire des populismes!», «L'Italie à la dérive!»: les journalistes n'ont pas économisé les points d'exclamation pour commenter les résultats des élections législatives et sénatoriales du 4 mars 2018 en Italie. Si le séisme en question reste cantonné aux urnes, il n'en est pas moins vrai que les élections ont bouleversé les rapports de force électoraux, au détriment des deux grands partis traditionnels, Forza Italia de Berlusconi à droite et le Parti démocrate de Renzi à gauche.

C'est le Parti démocrate (PD), au gouvernement depuis 2014, qui y a laissé le plus de plumes. Il a perdu plus de 2 600 000 voix par rapport aux précédentes législatives de 2013. C'est la dernière étape d'un recul électoral entamé aux élections régionales de 2015, puis confirmé par la défaite de Matteo Renzi lors du référendum sur la loi électorale qu'il avait organisé en 2016, défaite qui l'avait contraint à démissionner de son poste de chef du gouvernement, où il était depuis remplacé par Paolo Gentiloni. Dans le nord et le centre du pays, le PD perd ses places fortes, et il recule fortement même dans ses bastions traditionnels, en Toscane et en Émilie. Il a surtout perdu des millions d'électeurs parmi les travailleurs et dans la jeunesse.

UN REJET DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Le PD paie là sa politique antiouvrière. Plébiscité par le grand patronat italien, Renzi a en effet mené une véritable guerre aux travailleurs. Dans la continuité des mesures

prises par les gouvernements précédents, il a entrepris la démolition des quelques protections légales dont ils bénéficiaient encore. Le gouvernement « technique » de Monti avait déjà vidé des restes de son contenu l'article 18 du statut des travailleurs, qui interdisait les licenciements abusifs. Une fois réalisée cette mesure facilitant les licenciements, Renzi a entrepris d'élargir la démolition du Code du travail avec le Jobs Act. Le contrat à protection croissante, que Renzi osait présenter comme favorable à l'emploi des jeunes, élargit en réalité la précarité à tous les travailleurs, en diminuant les garanties contractuelles des salariés. Ainsi, la période d'essai peut durer jusqu'à trois ans et les droits du travailleur sont fonction du temps qu'il a passé dans l'entreprise. Ce nouveau cadeau était offert accompagné d'incitations fiscales et, à peine celles-ci épuisées, le patronat est revenu aux contrats courts, aux temps partiels, au travail au noir, qui est de règle pour bien des entreprises moyennes, très nombreuses en Italie.

À cela se sont ajoutés les

reculs successifs de l'âge de la retraite, les réformes de la fonction publique, avec notamment la suppression des administrations provinciales, qui ont conduit à des suppressions d'emplois et à une dégradation de services publics, déjà laminés dans de nombreuses régions du pays. Quant à l'éducation, la réforme cyniquement appelée « la bonne école » n'a permis d'embaucher qu'un nombre réduit d'enseignants par rapport aux effectifs licenciés auparavant, tout en donnant des pouvoirs de chef d'entreprise aux directeurs d'établissement scolaire, leur permettant d'embaucher selon leur choix.

Issu des associations et recompositions successives de l'ex-Parti communiste et des débris de la Démocratie chrétienne, le Parti démocrate de Renzi n'a plus de rapport avec le mouvement ouvrier, sinon le fait que nombre de bureaucrates syndicaux y adhèrent. Mais il est resté le parti présenté comme « de gauche » et comme un moindre mal que son équivalent de centre droit. Au pouvoir, il ne s'est pourtant distingué ni par sa poli-

tique, tout aussi antiouvrière, ni même par le comportement de ses politiciens, les affaires de corruption et les scandales touchant tout autant ses élus que les autres. Le dégoût des classes populaires, leur rejet de ces grands partis et de leurs politiciens arrogants et corrompus se sont exprimés soit par l'abstention, soit en votant pour ceux qui se présentaient comme hors du système.

LE DÉGOÛT NE FAIT PAS RECETTE À GAUCHE

Pour se démarquer du PD discrédité, certains ont tenté de se présenter sur sa gauche. C'est le cas de Libres et égaux (Liberi e Uguali – LeU), regroupement de plusieurs formations issues du PD, qui prétend « *restituer la démocratie et l'esprit de la Constitution à des millions de citoyens qui ne se sentent plus représentés* ». Le fondateur et dirigeant de LeU, Pietro Grasso, président du Sénat et dirigeant du PD, offrant une image d'honnêteté par sa carrière de magistrat dédiée à la lutte contre la Mafia, est représentatif de la nature sociale et politique de ce rassemblement. Sa tentative de présenter une sorte de PD bis, moins discrédité, n'a guère fait recette, avec quelque 3 % des voix. Grasso ne s'en est pas moins empressé de se déclarer prêt à discuter avec le PD, comme avec Forza Italia, les quelques députés de LeU pouvant appuyer une coalition ou l'autre.

Pouvoir au peuple (PaP), regroupement de la gauche radicale, a obtenu 1,1 % des voix, ce qui ne lui permet pas d'entrer au Parlement, la barre se situant à 3 %. PaP revendique également le terrain « citoyen », avec un programme « *élaboré collectivement par des milliers de personnes* » et une certaine forme d'apolitisme, le regroupement émanant de l'appel lancé par un centre social na-

politain. Refondation communiste, le courant ayant conservé l'étiquette communiste depuis l'autosabotage du Parti communiste italien, s'y est associée, de même que d'autres organisations se revendiquant de l'extrême gauche. À l'image de Mélenchon en France, qui le soutenait d'ailleurs, Pouvoir au peuple se veut un rassemblement large regroupant des « *personnes et des organisations, démocratiques et antifascistes, communistes et socialistes, féministes et écologistes* ». Tout comme chez LeU, on retrouve chez PaP des références à la Constitution bourgeoise adoptée en 1948, qui serait le texte auquel se rapporter pour combattre les inégalités sociales du capitalisme et le danger fasciste.

À côté de ces deux listes, existaient également celles de la Gauche révolutionnaire. Elles regroupaient deux organisations trotskystes, le Parti communiste des travailleurs (PCL) et Gauche-classe-révolution (Scr), se revendiquant de la défense des intérêts des travailleurs. Ce regroupement a obtenu moins de 0,1 % des voix.

En tout cas, et par-delà leur diversité, cette faiblesse des résultats obtenus par les listes qui se présentaient en critiques du PD sur sa gauche montre combien l'évolution de l'électorat s'est faite vers la droite, une évolution qui touche y compris une partie importante du monde du travail.

DES « ANTISYSTÈME » BIEN INTÉGRÉS AU MONDE BOURGEOIS

Ce sont effectivement les partis plus à droite ou se prétendant hors système qui ont fait le plein des voix. La démagogie antisystème a profité avant tout au Mouvement 5 étoiles (M5S), qui a progressé de 7 % et gagné un million et demi de

voix par rapport à 2013, devenant ainsi le premier parti du pays. S'il a subi la concurrence de la Ligue d'extrême droite de Salvini dans le nord du pays, où il obtient tout de même une moyenne de 24 % des voix, le M5S arrive à 32 % dans le centre et à 45 % dans le sud, en Sicile et en Sardaigne, les régions les plus pauvres.

Le M5S s'est fait connaître et a bâti ses premiers succès électoraux sur son image d'organisation de citoyens voulant faire « de la politique autrement ». Son créateur et dirigeant, l'ancien comique Beppe Grillo, qui invitait la caste des politiciens à aller se faire voir, promettait un « tsunami contre les privilégiés ». Le M5S s'est servi du sentiment d'indignation bien légitime de la population à l'égard d'un monde politique corrompu pour alimenter l'idée que les seuls privilégiés étaient les hommes politiques, voire certains fonctionnaires. Il n'était pas question de s'en prendre à la bourgeoisie, le mouvement de Beppe Grillo participant à cette imposture très répandue selon laquelle le patronat, y compris le grand, serait fait d'honnêtes travailleurs ne demandant pas mieux, au même titre que les salariés, que de faire fonctionner l'économie pour le bien de tous, mais qui en seraient empêchés par l'incompétence et la corruption des politiciens. Pour le M5S, être contre le système ne signifie certes pas être contre le système capitaliste. C'est cependant certainement parmi les travailleurs, dans l'électorat traditionnel du PD, qu'il a gagné le plus de voix.

Le mouvement a remporté des succès, concrétisés dernièrement par la prise des maieries de grandes villes comme Rome et Turin. Au fil du temps, le M5S a cherché à troquer son image antisystème pour celle d'un parti responsable et capable de gouverner. « *Nous sommes en partie de droite, en*

partie de gauche, nous sommes une espèce mutante, capable de s'adapter à toutes les circonstances, » affirmait Grillo au lendemain des élections. Cette capacité d'adaptation s'est incarnée dans le choix d'un représentant moins échevelé et moins pitre que Grillo, le trentenaire coiffé et cravaté Luigi Di Maio, mais aussi par la reprise des thèmes réactionnaires qui font recette, nationalistes et antieuropéens et antimigrants, bien qu'enrobés d'un discours moins xénophobe que celui de la Ligue de Salvini. Il y ajoute la promesse d'un revenu citoyen auquel tous auraient droit, une proposition qui a fait recette en particulier dans le Sud où le taux de chômage explose.

Le fait d'être sorti de ces élections comme le premier parti italien met le M5S en situation de former le prochain gouvernement, à condition de trouver une base d'accord avec d'autres partis. L'exercice n'est pas aisé, pour un parti qui avait fait du refus de toute compromission

avec les vieux partis une des preuves de sa différence. Cet engagement a été subtilement transformé en « *refus d'entente avec tout politicien concerné par une enquête judiciaire* », et c'est au nom du pragmatisme et de l'absence d'esprit dogmatique que Di Maio a entamé les discussions avec le PD comme avec la Ligue de Salvini. Et c'est finalement un accord avec la coalition de droite, à laquelle il a laissé la présidence du Sénat, qui lui a permis d'être élu à la présidence de l'Assemblée, premier pas peut-être vers la formation d'un nouveau gouvernement.

LA LIGUE : XÉNOPHOBIE ET DÉMAGOGIE À L'ÉCHELLE NATIONALE

La Ligue de Matteo Salvini a également enregistré une progression spectaculaire lors de ces élections. Jusque-là, elle n'obtenait des résultats élevés que dans les régions d'Italie du

Nord, mais seulement 4% des voix à l'échelle nationale. Cette fois-ci, avec une moyenne nationale de 17%, elle devient le premier parti du centre droit, devant Forza Italia, le parti de l'insubmersible Berlusconi. Comme le PD, Forza Italia a payé son passé au gouvernement et la corruption de ses politiciens, Berlusconi lui-même étant inéligible à cause de ses affaires judiciaires.

Salvini a donc réussi la transformation de son parti nordiste en parti national. L'ancienne Ligue du Nord, qui revendiquait la sécession du Nord industriel et riche du reste du pays, s'est transformée en Ligue tout court. Elle a remplacé une propagande basée sur les préjugés contre les Napolitains et les Siciliens, accusés de vivre sur le dos des Italiens du Nord, par celle du racisme contre les migrants, qu'elle accuse de survivre aux dépens de tous les Italiens. La Ligue parvient ainsi à se tailler une bonne place au centre du pays,



Grillo le comique, au centre, et son poulain Di Maio, à gauche sur la photo.

dans les anciens fiefs du PD, et à mettre un pied au Sud, même si ses résultats y restent modestes comparés à ceux obtenus dans le Nord.

La campagne de Salvini s'adressait avant tout à son électorat traditionnel, cette petite bourgeoisie du nord du pays, ces petits entrepreneurs inquiets pour leur niveau de vie et leur sécurité. Il leur a promis des baisses d'impôts, mais aussi le renvoi dans les trois mois des Roms et de tous les migrants illégaux, brandissant le slogan «*Les Italiens d'abord*». Il a su avoir également quelques paroles pour les travailleurs, leur promettant de revenir sur les mesures de la loi Fornero en matière de retraite (aujourd'hui l'âge légal de départ en retraite est 66 ans et sept mois, pour les hommes comme pour les femmes) et leur vendant son discours contre l'immigration et contre l'Europe comme susceptible de protéger les emplois.

La campagne violemment xénophobe de la Ligue s'appuie sur un climat général antimigrants entretenu par les médias, mais aussi par toute la classe politique. Les médias font systématiquement le lien entre insécurité et présence des migrants. Dans ce contexte, des petites organisations se revendiquant ouvertement du fascisme, comme Casa Pound ou Forza Nuova, ont réalisé des pourcentages toujours mo-

destes mais en progression, passant de 183 000 voix en 2013 à 437 000 voix le 4 mars. Des agressions contre les migrants ont eu lieu. À Macerata par exemple, un ancien candidat sur les listes de la Ligue, admirateur décomplexé du nazisme, a tiré au hasard sur des migrants en plein centre-ville, après la mort d'une jeune fille dans laquelle était impliqué un dealer nigérian. Puis à Florence, le 5 mars, un homme a tué froidement à coups de pistolet un immigré sénégalais choisi au hasard dans la rue. À Rosarno, en Calabre, ce sont les migrants employés à la récolte des tomates et des agrumes qui, en rentrant vers les bidonvilles où ils sont parqués, ont été agressés par de jeunes voyous en voiture qui les font tomber de leurs vélos. Ces agissements sont couverts par Salvini qui, tout en condamnant formellement l'usage de la violence, s'empresse de dire sa compréhension pour les tueurs et d'affirmer que c'est la politique trop accueillante du gouvernement à l'égard des migrants qui provoque ces agressions.

**LA CLASSE OUVRIÈRE
ENTRAÎNÉE
VERS LA PAUVRETÉ**

Le succès électoral de deux partis dont la politique se base sur une démagogie réaction-

naire n'est évidemment pas une bonne nouvelle pour les travailleurs. Au-delà du discours, l'un comme l'autre aspirent à remplacer le personnel politique usé des vieux partis. Quelles qu'aient pu être leurs promesses électorales à l'adresse des travailleurs, la seule certitude est qu'aucun des deux ne reviendra sur les coups qui leur ont été portés. S'y ajoute le piège mortel que constituent pour la classe ouvrière le poison du racisme et la guerre entre pauvres qu'il véhicule.

Sans autres perspectives que de s'en remettre à ces promesses électorales et à l'idée qu'elles pourraient être protégées par des frontières et le rejet des migrants, les classes populaires n'ont pas fini de payer. D'après les données pour l'année 2016 de l'Istat (l'institut officiel des statistiques), un quart des familles italiennes étaient sous le seuil de pauvreté ou risquaient de s'y retrouver. Deux ans après l'instauration du Jobs Act, le taux de chômage est toujours à plus de 11 % au niveau national, avec des pointes à plus de 50 % dans les régions du Sud. Les exemples sont légion de régions dévastées par la crise.

En Sardaigne par exemple,



Ci-dessus, Salvini en campagne sous le slogan «*Les Italiens d'abord*»; ci-contre, une affiche de la Ligue, du temps où elle dénonçait le pillage de la «*Padanie*», le Nord de l'Italie, par «*Rome la voleuse*».



dans la région minière du Sulcis, les mines et les usines sidérurgiques ont fermé leurs portes les unes après les autres. La dernière est celle du géant de l'aluminium Alcoa, devant laquelle les travailleurs maintiennent depuis quatre ans un piquet protestant contre la fermeture. Quelques semaines avant les élections, le ministre du Développement économique Calenda y a promis le retour de l'emploi grâce à la reprise par un groupe suisse, SiderAlloys. Une promesse bien vague quant à l'avenir des travailleurs, dans une région où le chômage des jeunes atteint 78 % et où plus d'un quart des habitants sont au chômage, tandis que 2 000 familles survivent grâce aux allocations, sur 130 000 habitants. Dans cette région du sud de l'île, autrefois bastion rouge, le M5S a remporté 43 % des voix. Comme le faisait remarquer un ouvrier de l'ex-Alcoa, syndicaliste de la CGIL : « La déception créée par les partis de gouvernement provient de ces six années de fermetures d'usines, pendant lesquelles aucune alternative n'a été créée pour les travailleurs. Voilà pourquoi les citoyens de cette région se sentent trahis et prêts à essayer tous les autres, sans plus aucun repère politique. »

Dans tout le pays, beaucoup de travailleurs survivent avec des salaires mensuels tournant autour de 700 euros par mois. Des travailleurs du ménage touchent 6 euros brut de l'heure le plus légalement du monde. Et, dans bien des secteurs, des taux horaires misérables de ce genre ne s'appliquent qu'à la partie légale d'un contrat en temps partiel, le reste étant payé au noir à un taux encore inférieur.

Du côté du patronat, on ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Les assises de la Confindustria, le Medef italien, réunies à Vérone en février, ont fait ainsi connaître leurs

exigences : « Il y a 250 milliards de ressources à libérer en cinq ans, avec la participation de l'Europe, du secteur public et du secteur privé. » Tout en se déclarant « équidistante de tous les partis », l'organisation des patrons a averti qu'il n'était pas question de « revenir sur des réformes nécessaires aux entreprises et qui démontrent leur efficacité ». La feuille de route est tracée !

Le patronat continue sa pression pour imposer des contrats entreprise par entreprise, en sortant des accords de branche. Il s'agit de diviser toujours plus les travailleurs et d'inclure des conditions de rentabilité pour chaque petit avantage obtenu, d'exercer une pression encore plus grande là où les travailleurs sont les moins nombreux ou les plus exposés.

RETROUVER DES PERSPECTIVES POLITIQUES

L'écroulement électoral du PD mais aussi de Forza Italia, ainsi que l'envolée des résultats de la Ligue et du M5S, traduisent le discrédit qui atteint les partis traditionnels, mais aussi le système parlementaire lui-même. Cependant Di Maio d'une part, Salvini d'autre part, sont tout à fait prêts à servir de béquille à ce système usé et à offrir une solution de gouvernement à la bourgeoisie italienne, de façon qu'elle puisse sortir de cette crise politique comme elle s'est sortie de bien d'autres.

Mais ces élections traduisent surtout le profond désarroi des classes populaires et en particulier de la classe ouvrière, réduite à chercher désespérément des sauveurs du côté de vendeurs d'illusions du type du M5S ou, pire, du côté de politiciens racistes et xénophobes.

Cette situation est le produit d'une longue évolution qui a

progressivement démoralisé et désarmé une classe ouvrière qui était l'une des plus organisées et conscientes d'Europe. Le Parti communiste italien, devenu une énorme force électorale, n'a eu de cesse de faire les compromis nécessaires pour pouvoir accéder au gouvernement de la bourgeoisie. On l'a vu militer pour le « compromis historique » avec le grand parti bourgeois de l'après-guerre, la Démocratie chrétienne, puis mettre en avant l'euro-communisme, qui se voulait le modèle du réformisme applicable aux pays d'Europe occidentale, tout en cherchant à démontrer constamment sa capacité de parti de gouvernement prenant en compte les intérêts de la bourgeoisie. On l'a vu, au nom de cette volonté d'être responsable, se faire le complice ou l'acteur actif de toutes les attaques contre la classe ouvrière. Ce sont ses propres dirigeants qui ont théorisé le dépassement de la lutte des classes et de toute idée de renversement du système capitaliste. Puis ils ont sabordé le Parti communiste lui-même pour le transformer en un Parti de la gauche démocrate qui a fini par abandonner même l'appellation de « gauche », qu'ils jugeaient encore trop subversive, pour faire leur idéal du Parti démocrate des États-Unis.

Dans le contexte de la crise capitaliste, le réformisme revendiqué par ces dirigeants honteux de s'être appelés un jour communistes s'est concrétisé dans des gouvernements menant la guerre au monde du travail, dont le gouvernement Renzi n'a été que le dernier spécimen. Cette politique a laissé dans les usines et les quartiers ouvriers des militants à qui leurs propres dirigeants disaient de se plier aux désirs de la bourgeoisie, privés de toute perspective et profondément démoralisés. Elle a laissé une classe ouvrière ayant perdu ses valeurs de solidarité, livrée à



Une des manifestations du 10 février contre le racisme et le fascisme, après la fusillade raciste de Macerata. Sur une pancarte à Milan : « *Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les fascistes* ».

celles de la petite bourgeoisie, à l'individualisme, au nationalisme, voire aux idées racistes.

La classe ouvrière n'a pas plus disparu que l'exploitation. Aussi désarmée politiquement qu'elle soit aujourd'hui, elle n'a pas d'autre choix que de lutter pour se défendre. On le voit notamment dans des secteurs comme celui de la logistique,

qui emploie des travailleurs précaires le plus souvent immigrés, qui réagissent contre la surexploitation avec plus de combativité que ceux de secteurs plus traditionnels. Mais, aujourd'hui, il faut constater que la politique des dirigeants traditionnels du mouvement ouvrier a fait de celui-ci un champ de ruines. Et la classe ouvrière d'Italie ne pourra re-

trouver réellement des perspectives que s'il se trouve en son sein des militants décidés à redonner vie aux véritables traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire et qui militent avec détermination pour regagner le terrain perdu, dans les rapports de force de classe comme dans les consciences.

28 mars 2018

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

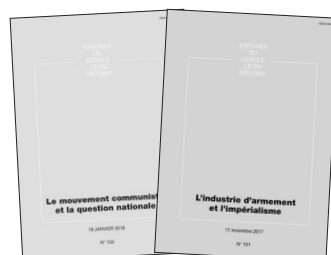
- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Le mouvement communiste et la question nationale (n° 152, 19 janvier 2018)



- L'industrie d'armement et l'impérialisme (n° 151, 17 novembre 2017).

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons²

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Pressé Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



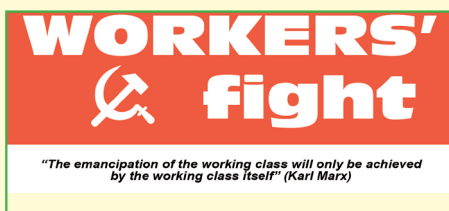
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>